



En construction

L'Ouest canadien et l'économie mondiale

*Sommaire du projet Bâtir l'Ouest de demain
Réalisé sous l'égide de la Canada West Foundation*

Robert Roach, Directeur de la recherche

Mars 2005



Bâtir l'Ouest de demain

En construction: l'Ouest canadien et l'économie mondiale constitue le rapport final du projet *Bâtir l'Ouest de demain*, réalisé sous l'égide de la Canada West Foundation et comportant recherche, consultations et communications ciblant la position stratégique de l'Ouest canadien au sein de l'économie mondiale. Le processus de recherche et de consultation établi sur une vaste échelle a permis de dégager cinq grandes priorités, qui offrent un cadre de référence pour le projet *Bâtir l'Ouest de demain*:

- L'Ouest doit créer les outils pour attirer, retenir et bâtir le CAPITAL HUMAIN;
- L'Ouest doit poursuivre la DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE;
- L'Ouest doit renforcer son INFRASTRUCTURE DE TRANSPORTS;
- L'Ouest doit encourager la compétitivité de ses GRANDES VILLES à l'échelle mondiale; et
- L'Ouest doit mettre au point de nouvelles modalités favorisant la COORDINATION RÉGIONALE.

Le financement de ce rapport a été fourni par le gouvernement du Canada (Diversification de l'économie de l'Ouest) et la Kahanoff Foundation. La Canada West Foundation tient à exprimer ses plus sincères remerciements pour ce généreux soutien.

Ce rapport a été préparé par Robert Roach, Directeur de la recherche à la Canada West Foundation. Les opinions qui y sont exprimées sont celles de l'auteur et ne reflètent pas forcément celles des membres du conseil d'administration, des bailleurs de fonds, des conseillers ou des abonnés. Il est permis d'utiliser ce rapport à des fins personnelles ou pédagogiques de façon gratuite, sans faire de demande officielle, sous réserve de citer la source. Il est par contre interdit d'en faire des copies pour les vendre ou les diffuser à des fins commerciales. On peut s'en procurer des exemplaires auprès de la Canada West Foundation ou en le téléchargeant à partir du site Web de la CWF (www.cwf.ca).

TABLE DES MATIÈRES

2	.....	Avant-propos
3	.....	Sommaire
4	.....	I. Introduction
5	.....	II. Genèse
6	.....	III. Les cinq priorités
8	.....	IV. Phase deux
9	.....	V. L'état de l'Ouest
11	.....	VI. Regard sur l'Ouest
13	.....	VII. Le capital humain
21	.....	VIII. La diversification de l'économie
26	.....	IX. Les transports
27	.....	X. Les villes dans l'Ouest
28	.....	XI. La coopération régionale
30	.....	XII. Recommandations visant les politiques gouvernementales
34	.....	XIII. Que nous réserve le futur? Projet L'Ouest À VENIR
35	.....	XIV. Conclusion
35	.....	Annexe 1: Bailleurs de fonds du projet <i>Bâtir l'Ouest de demain</i>
36	.....	Annexe 2: Personnel œuvrant au projet <i>Bâtir l'Ouest de demain</i>
37	.....	Annexe 3: Publications issues du projet <i>Bâtir l'Ouest de demain</i>
37	.....	Annexe 4: Conseillers du projet <i>Bâtir l'Ouest de demain</i>
39	.....	Annexe 5: Communications avec les médias liées au projet <i>Bâtir l'Ouest de demain</i>

Remerciements

Ce rapport, à l'instar du projet qu'il résume, se fonde sur le travail acharné, l'enthousiasme et l'optique visionnaire de nombreux individus. J'aimerais en particulier témoigner ma gratitude aux auteurs des rapports du projet *Bâtir l'Ouest de demain*, vu qu'une grande partie de l'information qui suit s'inspire, voire est copiée directement de documents rédigés par leurs soins. La liste des membres du personnel de la Canada West Foundation qui ont collaboré au projet est donnée à l'annexe 2, et je remercie chacun et chacune pour avoir maintenu leur engagement envers cette entreprise. Je dois mentionner tout particulièrement Roger Gibbins, Ph.D., pour ses qualités de leader et de visionnaire, Loleen Berdahl, Ph.D., qui n'a jamais relâché ses efforts et qui a assuré une direction experte, ainsi que Lori Zarembo et son équipe pour avoir si bien coordonné les diverses facettes du projet (et l'avoir gardé dans les limites du budget!)

Puisque nous sommes sur ce thème, le projet *Bâtir l'Ouest de demain* n'aurait pas vu le jour sans l'appui généreux de dizaines d'organismes et de sociétés qui l'ont financé (voir Annexe 1) et la centaine de personnes qui ont donné de l'argent à la Canada West Foundation. La Kahanoff Foundation et Diversification de l'économie de l'Ouest Canada ont été les principaux bailleurs de fonds, apportant leur appui financier sur toute la durée des travaux.

Bâtir l'Ouest de demain a également bénéficié des conseils et de l'expertise d'un groupe de travail (voir Annexe 4), de nombreux membres de comités consultatifs de sous-projets, et des plus de 1500 participants à la myriade de consultations qui sont au cœur de l'entreprise. Je dois souligner tout particulièrement l'excellente gouvernance émanant du conseil d'administration de la Canada West Foundation, et ce, durant toutes les phases du projet.

Je terminerais en disant que cette initiative s'est réalisée à l'instigation de l'Ouest canadien et de ses habitants. Les Autochtones, les pionniers de la première heure, les fermiers, exploitants de ranches, gens d'affaires, étudiants, parents, bénévoles, enfants, aînés – tous ceux, en fait, qui forment la population de l'Ouest, voilà le véritable moteur de *Bâtir l'Ouest de demain*. C'est avec cette certitude que nous terminons nos travaux, convaincus plus que jamais que des régions fortes font un Canada fort.

Avant-propos

Le projet *Bâtir l'Ouest de demain* aborde une question qui est au cœur du mandat de la Canada West Foundation, à savoir: comment s'assurer que les quatre provinces canadiennes de l'Ouest restent compétitives dans un environnement mondialisé en plein essor? Si l'Ouest a en main de gros atouts – une imposante base de ressources, une population possédant un haut niveau d'instruction, un capital naturel souvent d'une beauté à couper le souffle, des communautés diverses et vivantes, ainsi qu'une culture politique entrepreneuriale – cela ne doit pas faire oublier l'ampleur du défi. La concurrence ne nous fera pas de cadeau.

Ainsi donc, pour concrétiser la vision de l'avenir qui est celle de la Canada West Foundation, c'est-à-dire, un Ouest prospère au sein d'un Canada fort, il nous incombe d'envisager le futur avec confiance et détermination. C'est pourquoi *Bâtir l'Ouest de demain* vise à enrichir le débat d'intérêt public sur le futur de l'Ouest.

Il est sûr que bien des questions stratégiques dont nous discutons ont fait l'objet de débats antérieurs au sein de groupes sectoriels, de gouvernements provinciaux, ainsi que par le biais de dialogues sur les politiques nationales. Il n'en reste pas moins que le projet *Bâtir l'Ouest de demain* se démarque de par son cadre de travail régional, cadre qui permet à la Fondation de réaliser plusieurs de ses objectifs. Il nous permet tout d'abord de souligner l'importance de l'Ouest pour l'économie nationale, de même que pour la collectivité nationale dans son ensemble. Deuxièmement, ce cadre régional illustre le fait qu'il est impossible de considérer bien des facteurs déterminants de la prospérité uniquement à l'intérieur de chaque province, vu qu'ils débordent tant les domaines de compétence que les limites territoriales. Troisièmement, ce cadre nous permet de faire ressortir en quoi le contexte des politiques d'intérêt public dans l'Ouest canadien se démarque de la scène nationale, c'est-à-dire, les aspects qui font que l'Ouest est unique.

Somme toute, bien qu'il faille aborder les facteurs déterminants de la prospérité économique à l'intérieur de cadres stratégiques provinciaux et fédéraux, ces derniers ne suffisent pas. Dans plusieurs cas – mais certainement pas tous – il paraît logique de considérer l'Ouest dans son ensemble comme un conteneur de politique. Autrement dit, il existe des défis stratégiques qui nous forcent à penser à l'intérieur de la boîte régionale si l'on veut réussir à les relever. Le secret, c'est de maintenir un équilibre entre cette réalité régionale et le respect des particularités et priorités provinciales.

C'est pour cela qu'*En construction: l'Ouest canadien et l'économie mondiale* insiste tant sur la nécessité d'une coopération régionale entre les quatre provinces de l'Ouest. À bien y penser, la population de l'Ouest dans son ensemble dépasse juste les neuf millions, c'est-à-dire, la taille de l'agglomération de Los Angeles. Sur la scène mondiale, la région, même prise globalement, reste un partenaire relativement petit.

Mais il faut aussi noter qu'une coopération régionale n'a pas pour but de supplanter le gouvernement fédéral dans son rôle en matière de politiques publiques dans l'Ouest. Bien au contraire, une perspective régionale est un complément essentiel aux perspectives tant provinciale que nationale. Des cadres régionaux pourraient bien fournir une modalité qui permettrait au gouvernement fédéral de mieux contribuer à la prospérité économique et à la qualité de vie dans l'Ouest canadien.

En dernier lieu, j'aimerais insister sur l'orientation future du projet *Bâtir l'Ouest de demain*. Trop souvent, les discussions sur la place de l'Ouest dans le Canada se concentrent sur les griefs du passé. Si l'on veut relever le défi de la compétitivité à l'échelle mondiale, il ne suffira pas toutefois d'envisager les rapports entre l'Ouest et le reste du pays en regardant vers l'arrière – car nous ne verrions pas venir les menaces ni les ouvertures qui déferlent dans notre direction. Il est donc critique que les discussions portant sur l'Ouest dans le Canada, et sur l'Ouest dans l'environnement mondial, se tournent résolument vers le futur. L'Ouest est, à n'en pas douter, en construction, et le plan directeur nous oblige à nous tourner vers l'avant et non vers l'arrière.



Roger Gibbins, Ph.D.,
Président et directeur général

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'R. Gibbins', with a horizontal line underneath.

Sommaire

La première phase du projet *Bâtir l'Ouest de demain*, réalisé sous l'égide de la Canada West Foundation, a permis de dégager cinq tâches fondamentales que l'Ouest doit accomplir s'il veut devenir compétitif dans la sphère économique à l'échelle planétaire, et, en retour, conserver chez lui un haut niveau de prospérité. Investir massivement dans notre réserve de capital humain, augmenter la variété et la valeur des produits et services que nous offrons au monde et élargir notre commerce avec différents pays, construire un système de transports efficace capable de suivre le rythme de l'économie, voir à ce que nos grandes villes soient des moteurs économiques de premier ordre et accroître sensiblement le degré auquel les quatre provinces de l'Ouest travaillent de concert, toutes ces tâches ont été perçues comme absolument essentielles à la santé future de l'économie de l'Ouest.

Pour faire avancer le débat de même que la concrétisation des politiques gouvernementales dans ces cinq axes d'intervention prioritaires, la Canada West Foundation a entrepris sa deuxième phase du projet *Bâtir l'Ouest de demain*. Celle-ci comportait des activités de recherche, de consultation et de communication dans chacun des cinq domaines de priorités. La phase I avait débuté en 2000 et la phase II a démarré sérieusement en 2002. En mars 2005, le projet est achevé et ce rapport offre un récapitulatif de ses principaux éléments et résultats, ainsi que des nombreuses recommandations en matière de politiques gouvernementales qu'il a générées.

En plus des recommandations faites en cours de projet, le rapport donne un bref compte-rendu de 12 suggestions générales concernant les politiques publiques:

1. Les gouvernements des quatre provinces de l'Ouest devraient convoquer une réunion historique en vue d'élaborer un plan-cadre de coopération régionale.
2. Le gouvernement fédéral et ceux des quatre provinces de l'Ouest devraient convoquer une grande conférence fédérale-provinciale s'inspirant de la Conférence sur les perspectives économiques de l'Ouest de 1973.
3. Les gouvernements des quatre provinces de l'Ouest devraient envisager la création d'un organisme régional permanent de gouvernance qui aurait le mandat et l'autorité de faire progresser la coopération là où les avantages en seraient indiscutables.
4. Le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et municipaux de l'Ouest devraient créer une approche régionale de guichet unique à la formation professionnelle.
5. Le potentiel phénoménal de capital humain inexploité que constituent les immigrants et la population autochtone, joint aux obstacles qui barrent la route à la réalisation de ce potentiel, laisse entendre qu'il faudrait aborder ces deux éléments de façon bien particulière. Les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux devraient travailler de concert à améliorer l'éducation des Autochtones et leurs résultats sur le marché du travail; à accroître l'immigration dans des secteurs à forte demande; à fournir un soutien plus important aux nouveaux immigrants tant en matière de besoins sociaux que d'éducation, de formation et d'expérience canadiennes; à augmenter la reconnaissance non seulement des diplômés étrangers, mais aussi de l'expérience étrangère; et à appuyer une recherche objective et des activités de communication qui expliquent les avantages du capital humain que la population autochtone et les immigrants apportent avec eux.
6. Le gouvernement fédéral et les gouvernements des quatre provinces de l'Ouest devraient poursuivre une approche commune et coordonnée visant le capital humain autochtone et les politiques connexes, approche qui délimite clairement les axes de responsabilité et empêche les individus de tomber entre les mailles du filet, phénomène qui caractérise la politique actuelle.
7. Les gouvernements des quatre provinces de l'Ouest devraient élaborer un plan pour une infrastructure de transports, qui comprend des mécanismes de financement mixtes et une politique commune en matière de transport régional.
8. Les gouvernements des quatre provinces de l'Ouest devraient envisager la création d'un fonds de capital-risque pour le Canada de l'Ouest afin de fournir le capital-risque indispensable à une diversification de l'économie de l'Ouest.
9. Le gouvernement fédéral et les gouvernements des quatre provinces de l'Ouest devraient augmenter leur appui à la recherche, au développement et à la commercialisation.
10. Le gouvernement fédéral et les gouvernements des quatre provinces de l'Ouest devraient mettre au point une stratégie pour le renouvellement économique des régions rurales de l'Ouest canadien, renouvellement qui: a) accepte que les transitions économiques amèneront dans certaines communautés un déclin global en termes de prospérité ou de croissance économiques; b) reconnaît que les régions rurales ne sont pas identiques et que c'est une erreur de les traiter toutes de la même manière; c) se concentre sur les avantages comparatifs des régions rurales et des activités économiques en cours; et d) renferme des étapes concrètes qui permettent de lier le capital naturel des régions rurales – tel que les terres agricoles, l'habitat, les bassins hydrographiques, l'air pur et les espaces récréatifs – aux ouvertures économiques à long terme.
11. Les gouvernements provinciaux et les municipalités tant urbaines que rurales de l'Ouest devraient accroître leurs efforts visant la mise sur pied de stratégies coordonnées pour le développement économique, stratégies qui reconnaissent, favorisent, prévoient et utilisent les liaisons entre communautés urbaines et communautés rurales.
12. Les provinces de l'Ouest devraient montrer la voie et procéder à un examen majeur des relations provinciales-municipales, des rôles et responsabilités des administrations municipales, du financement des villes et des options novatrices visant le changement.

I. Introduction

Lorsqu'on se reporte aux résultats d'un projet pluriannuel de recherche et de communication, conçu pour explorer et améliorer le positionnement stratégique des quatre provinces canadiennes de l'Ouest au sein d'une économie mondiale qui évolue rapidement et où la concurrence devient de plus en plus acharnée, deux choses deviennent évidentes.

Tout d'abord, la tâche de bâtir l'Ouest de demain est loin d'être accomplie. De nouvelles ouvertures et des défis d'un autre ordre signifient que l'Ouest de demain est constamment en construction. À vrai dire, lorsque nous nous sommes lancés dans cet ambitieux projet à l'aube de 2001, nous avons vite compris que ce nouvel Ouest n'est pas quelque chose de statique, qui peut être étudié en laboratoire. Ce nouvel Ouest est une cible en mouvement – un organisme vivant – qui évolue sur une base quotidienne face à un futur incertain mais captivant. Tel était le cas il y a plus de 30 ans, quand un groupe de visionnaires de l'Ouest a mis sur pied la Canada West Foundation pour étudier et célébrer ce nouvel Ouest qu'ils voyaient émerger au début des années 70 après la turbulence et les virages des années 50 et 60. Depuis ce temps-là, l'Ouest est devenu beaucoup plus urbain, l'économie mondiale plus compétitive, les progrès technologiques ont modifié à plusieurs reprises notre façon d'opérer en affaires, et une myriade d'autres facteurs ont refondu l'Ouest canadien.

Ce sentiment de changement ainsi que les ouvertures et les dangers qui lui sont inhérents ont fait ressortir la nécessité d'un projet qui prend du recul par rapport au tourbillon de la vie quotidienne et propose un plan à long terme pour la région – un plan axé sur des enjeux *structurels* relativement constants.

Le deuxième point qui devient particulièrement évident à mesure que les choses se tassent en ce qui concerne le projet *Bâtir l'Ouest de demain*, c'est l'importance fondamentale que revêt la coopération régionale. Le profil statistique de l'Ouest décrit dans le premier rapport du projet (*State of the West: Western Canadian Demographic and Economic Trends*) montre une région bien vivante, qui représente une bonne part de l'économie et de la société canadiennes, mais qui reste somme toute petite par rapport aux géants qui l'entourent, à l'échelle continentale et mondiale.

Les avantages économiques (tels que les économies d'échelle) qu'il y a à combiner les efforts et à travailler de concert en tant qu'entité formée des quatre provinces, ces avantages donc n'ont toutefois pas réussi à unir la région aussi bien qu'elle pourrait et devrait l'être. Étant donné les défis d'une approche régionale et les avantages évidents qu'il y a à les relever, il est grand temps de prendre le taureau par les cornes sur cette question. Tel est le message qui s'est répété spontanément tout au long du projet. Malgré des progrès dans certains domaines, la volonté d'une plus grande coopération n'a pas réussi à se traduire par des actions concrètes sur le terrain. Et si l'on ne se prend pas en main, on risque non seulement de réduire notre avantage face à la concurrence, mais aussi d'en être carrément éliminés.

Faisant appel à ces deux thèmes – le besoin d'un plan structurel qui peut aider l'Ouest à s'adapter au changement et à devenir concurrentiel à long terme sur le plan économique, et l'importance de la coopération régionale – ce rapport donne un bref compte-rendu des leçons apprises en chemin durant l'exécution de *Bâtir l'Ouest de demain*. Comme cela a été le cas pour le projet lui-même, il faut ici concentrer notre attention et ne pas chercher à tout couvrir, car la quantité d'informations et d'idées générées par le projet est bien trop grande pour qu'on puisse en faire un résumé exhaustif.

Avant d'aller plus loin, il me faut faire une dernière pause pour remercier les nombreux individus et organismes qui ont donné temps, expertise et argent pour que le projet *Bâtir l'Ouest de demain* voie le jour. (On trouvera dans les annexes des détails précis concernant l'aide apportée.)

II. Genèse

«Le choix du moment pour le projet Bâtir l'Ouest de demain de la Canada West Foundation est très pertinent. Il est important de considérer l'Ouest dans son ensemble plutôt que chaque province isolément.»

– L'honorable Peter Lougheed

Avec l'arrivée d'un nouveau millénaire, des discussions continuelles sur la nouvelle économie et la mondialisation, un virage qui a amené l'Ouest à cesser de répertorier les griefs du passé pour se tourner vers une formulation de nos aspirations au sein de la fédération, ainsi que le sentiment du changement passé, présent et futur auquel nous avons fait allusion, la Canada West Foundation a pris la décision stratégique de lancer un ambitieux projet pluriannuel. Intitulé *Bâtir l'Ouest de demain*, afin de capter le ton prospectif de l'entreprise et de souligner la nécessité de créer un plan de politique générale capable de guider la région vers un avenir prospère, les travaux ont débuté en septembre 2000 et se sont achevés en octobre 2001 par la communication du rapport *Bâtir l'Ouest de demain: Un plan pour la prospérité économique régionale*.

Entre l'étape de réflexion initiale qui a permis de démarrer de projet et la communication du cadre stratégique, plusieurs mesures clés ont été prises. On a, tout d'abord, préparé un recueil exhaustif de données statistiques sur l'Ouest afin de fournir au projet le contexte qui s'imposait. *State of the West: Western Canadian Demographic and Economic Trends* montre une région complexe qui, loin d'être homogène, est caractérisée par de nombreuses similarités et liens entre ses éléments constitutifs. On ne peut quand même nier que la région est coupée en deux par une ligne très nette avec d'un côté la Colombie-Britannique et l'Alberta, et de l'autre la Saskatchewan et le Manitoba, ce qui a soulevé plusieurs questions troublantes. Est-ce que les disparités démographiques et économiques qui divisent l'Ouest le long de la frontière Alberta-Saskatchewan vont saper les approches régionales? Comment ces différences affectent-elles l'identité régionale? Comme le suggèrent les résultats de recherche que l'on discute plus loin, les points communs l'emportent sur les divisions au sein de la région.

Le rapport a également montré les nombreux changements qui ont affecté la région depuis les années 70, y compris le vieillissement de la population, l'urbanisation rapide et l'avènement de grandes zones métropolitaines, ainsi qu'un accroissement majeur dans l'importance du commerce international (en particulier avec les États-Unis). De plus, en dépit de quelques progrès dans le domaine de la diversification économique, l'économie de l'Ouest reste dominée par le secteur des ressources naturelles.

Ce portrait statistique a été complété peu après, en été 2001, par un sondage charnière de l'opinion publique dans l'Ouest du Canada. Les résultats – de ce qui devait être le premier d'une série de trois sondages exhaustifs menés auprès des Canadiens de l'Ouest, intitulés *Regard sur l'Ouest 2001, 2003 et 2004* – les résultats donc ont montré qu'il s'agit là d'une région bien consciente de son existence (83,7 % des habitants de l'Ouest voient l'Ouest comme une région distincte, qui diffère sur bien des points du reste du Canada), liée par sa loyauté à la fédération canadienne tout autant que par une intense frustration envers celle-ci, et divisée quant aux attentes concernant la prospérité future de ses quatre provinces.

Avec ce portrait démographique et économique et les données d'opinion publique, l'étape suivante, qui était aussi la plus importante, a consisté à faire le tour de l'Ouest pour parler aux habitants de leurs idées sur les principales politiques publiques et les grands enjeux économiques qui confrontent l'Ouest du pays au moment où la région cherche sa place au sein de l'économie mondiale. Ce positionnement stratégique a constitué un élément clé dans ce volet du projet, nous permettant de nous concentrer en en restreignant l'ampleur pour élaborer un programme réalisable. Lorsqu'on établit une liste de priorités, on a tendance à allonger la liste, mais nous savions dès le début qu'il nous fallait la garder relativement brève, sinon elle perdrait son sens et ne nous guiderait plus aussi bien dans le projet que nous en avons besoin. Ainsi, bien que nous ayons déposé toutes les options sur la table lors des consultations, le fait d'insister sur la position stratégique de l'Ouest au sein de l'économie mondiale nous a probablement aidés à éliminer des thèmes plus axés sur l'intérieur, tels que le système public de soins de santé et la qualité du cadre de vie.

En prenant appui sur les centaines de discussions informelles que le personnel de la Canada West Foundation avait eues avec des gens de l'Ouest depuis le début du projet, nous avons lancé la phase de consultation officielle avec l'historique Table ronde des

artisans de l'Ouest de demain. Cet événement, qui s'est tenu à Calgary le 28 avril 2001, a réuni cinq hommes d'État très estimés de l'Ouest canadien afin qu'ils partagent leurs vues sur le passé de l'Ouest, sur son avenir et sur les mesures à prendre pour garantir sa compétitivité et sa prospérité. Plus de 60 leaders communautaires ont assisté à cette rencontre, présidée par l'honorable Peter Lougheed (ancien Premier ministre de l'Alberta), avec la participation de l'honorable Allan Blakeney (ancien Premier ministre de la Saskatchewan), l'honorable Gary Filmon (ancien Premier ministre du Manitoba), l'honorable Michael Harcourt (ancien Premier ministre de la Colombie-Britannique) et Preston Manning (ancien chef de l'Opposition officielle). Les présentations et la discussion qui a suivi ont préparé la voie aux consultations provinciales ultérieures et nous ont fourni un premier regard sur un ensemble de thèmes communs qui allaient sans cesse revenir pendant que nous sillonnions l'Ouest.

En mai 2001, des consultations provinciales ont eu lieu à Edmonton, Saskatoon, Vancouver et Winnipeg. Les consultations ont rassemblé plus de 250 leaders communautaires, à qui on a demandé de se transporter en 2020 et de songer aux conditions essentielles à la prospérité régionale dans le contexte d'un climat mondial en pleine ébullition. En plus du grand enthousiasme et du haut niveau de compétence qu'on a pu voir lors de ces rencontres, la conclusion la plus frappante a été la similarité spontanée des commentaires sur le futur de l'Ouest qu'ont exprimés les participants. Ce qui aurait pu s'avérer une tâche ardue consistant à passer en revue de longues listes de priorités a été rendu plus facile par la présence d'un bon noyau de participants qui, dans l'ensemble, s'entendaient sur une poignée de questions jugées de la plus haute importance.

Deux points sont à retenir. Tout d'abord, si les thèmes étaient similaires, ils ont été abordés sous des angles très différents, car les participants venaient de groupes hétérogènes, aux opinions diversifiées – ce qui a rendu d'autant plus intéressant le fait de constater le haut niveau de consensus sur les questions fondamentales. En deuxième lieu, la liste finale des cinq axes d'intervention prioritaires tirée des consultations et discussions ainsi que des travaux de recherche précédents n'inclut pas absolument tous les enjeux relevés au cours du processus. Ceci étant dit, les participants ont fait un excellent travail d'épuration et ils ont mentionné d'autres sujets, tout en indiquant qu'il fallait – en dépit de leur importance – les exclure de la liste finale des priorités. Il y avait donc un deuxième niveau d'enjeux qu'il a été facile de cerner et de retirer de la liste pour ne laisser que ceux de premier ordre. Là encore, il était net que les enjeux de second ordre n'étaient pas perçus comme moins importants en eux-mêmes, mais plutôt moins pertinents à un projet axé sur la capacité concurrentielle de l'Ouest sur le marché mondial.

En plus des interventions mentionnées ci-dessus, un groupe de travail composé d'analystes des politiques, d'universitaires, de leaders des milieux d'affaires et communautaires ainsi que de fonctionnaires a été mis sur pied dans le cadre du projet *Bâtir l'Ouest de demain* pour fournir des conseils, d'abord au début, puis sur une base permanente (voir Annexe 4).

III. Les cinq priorités

Les cinq domaines suivants sont ressortis comme les grandes priorités qui assureront la compétitivité économique à long terme pour les quatre provinces de l'Ouest, et qui, ensemble, forment un cadre stratégique pour bâtir la prospérité économique régionale:

1. L'Ouest doit créer les outils pour attirer, retenir et bâtir le capital humain;
2. L'Ouest doit poursuivre la diversification économique;
3. L'Ouest doit renforcer son infrastructure de transports;
4. L'Ouest doit encourager la compétitivité de ses grandes villes à l'échelle mondiale; et
5. L'Ouest doit mettre au point de nouvelles modalités favorisant la coordination régionale.

Les participants aux consultations ont tous, indépendamment, dans les quatre villes, insisté sur ces cinq thèmes, et ce, de leur propre chef; la Canada West Foundation n'a pas cherché à les influencer.

Voir à ce que l'Ouest possède la main-d'œuvre qualifiée, les concepteurs d'idées et les entrepreneurs dont il a besoin pour faire concurrence à d'autres parties du monde à la fois dans les secteurs économiques dits «anciens» (comme l'extraction des ressources naturelles) et «nouveaux» (comme la haute technologie) a été perçu comme fondamental au succès à long terme de la

région. On a aussi noté que, dans ce domaine, les stratégies prennent longtemps à porter fruit et il faut agir dès maintenant pour se préparer à répondre aux besoins futurs du marché du travail. À cet égard, les défis majeurs proviennent d'une augmentation de la concurrence internationale, du vieillissement de la population, de la mauvaise réputation – à tort – des carrières «col bleu» et de l'exode des cerveaux vers d'autres lieux plus attractifs. Du côté des ouvertures, les options offertes par l'immigration, la population autochtone de l'Ouest – avec sa jeunesse relative et son fort taux de croissance !, ainsi que des assises solides pour le système actuel d'éducation postsecondaire ont été perçues comme des thèmes dignes du plus haut intérêt.

C'est avec un certain degré de contrariété que les participants ont mentionné le sujet de la diversification économique. Les uns après les autres ont fait remarquer qu'on a l'impression d'avoir toujours été à la recherche de ce Graal sans jamais beaucoup avancer. Le consensus toutefois était qu'il faut poursuivre cette quête pour la simple raison qu'elle constitue un but aussi valable aujourd'hui que durant les décennies précédentes. Une observation commune était que l'on devrait rechercher une diversification dans des secteurs où nous sommes bien ancrés, comme l'agriculture et les ressources naturelles, plutôt que d'essayer de bâtir de nouvelles industries à partir de zéro. Toujours selon les participants, les gouvernements devraient encourager la diversification tout en évitant d'essayer de «choisir les gagnants» comme par le passé.

L'importance traditionnelle du transport et la difficulté permanente de relier une région aussi vaste que l'Ouest du Canada aux marchés continental et international a fait que ce thème a reçu beaucoup d'attention lors des consultations. En gros, le message était que le réseau actuel est désuet et qu'il faut y apporter des améliorations, que nous sommes en concurrence avec d'autres parties du monde qui ne font pas face aux mêmes difficultés et coûts de transport, et qu'il faudrait une meilleure politique gouvernementale, en particulier sur le plan régional. Tout le capital humain, toutes les matières premières et toute la diversification économique du monde ne nous serviront absolument à rien si nos produits sont coincés sur la route ou s'entassent dans un port sans pouvoir rejoindre les marchés à temps et de façon rentable. Les participants s'accordaient à dire que le système de transports a été pris pour acquis et que les progrès dans les télécommunications, tout en étant importants, n'ont pas d'impact significatif sur les demandes qui seront placées sur le système de transports *matériel* dans les années à venir.

Bien qu'un petit nombre de participants venaient des régions rurales, la majorité des individus que nous avons consultés lors des rencontres provinciales étaient des citoyens. Ceci étant dit, il était clair que les participants aux consultations ont accepté l'idée que les grandes villes sont des moteurs économiques majeurs, et que, à son tour, la prospérité économique régionale dépend dans une certaine mesure de zones métropolitaines où les choses bougent, où tout fonctionne et où il fait bon vivre. Et, malgré la faible représentation rurale, les participants maintenaient catégoriquement que le fait de prêter attention à l'Ouest urbain ne doit pas forcément se faire au détriment des zones rurales et de leur mode de vie. Il faudra éventuellement faire des choix qui seront difficiles, mais le succès des grands centres urbains de la région n'a pas été perçu comme étant tout l'un ou tout l'autre, situation qui mènerait inévitablement au désastre pour les zones rurales. On a fait valoir en outre que la quête de la diversification économique ne devrait pas ignorer les collectivités rurales.

Nous ne savions pas trop quel mélange hybride de thèmes se dégagerait, mais nous n'avons pas été surpris devant la place importante accordée au capital humain, à la diversification économique, au transport ou aux villes. En revanche, nous ne nous attendions pas au nombre de fois où le sujet de la coopération régionale a été soulevé dans chacune des quatre provinces, ni à la passion qu'il a générée. En tant qu'organisme qui croit fermement en la valeur de la coopération entre les quatre provinces de l'Ouest, nous étions ravis devant ce résultat, mais nous ne savions pas que ce sujet se présenterait comme un thème dominant et unificateur.

Les participants avaient tendance à relier les autres thèmes à la coopération régionale et à l'idée générale que les habitants de l'Ouest seraient mieux servis s'ils conjugaient leurs efforts et travaillaient de concert. Les participants ne suggéraient pas que les quatre provinces de l'Ouest cherchent à s'unifier de façon officielle, mais ils étaient totalement en faveur d'une collaboration dans des domaines tels que la formation professionnelle, l'investissement dans les infrastructures de transports et la diversification économique. Il était jugé évident que, lorsqu'il y a un net avantage à agir de la sorte, les quatre provinces de l'Ouest devraient poursuivre des stratégies communes. Comme on le verra plus loin, il y a un monde entre ce point de vue réaliste qui tombe sous le sens et ce qui se passe réellement dans la politique régionale.

Ces cinq priorités considérées dans leur ensemble ont fourni à la Canada West Foundation sa feuille de route pour créer un projet de recherche et de communication très concret qui favoriserait un débat public bien informé et des initiatives d'orientation dans ces domaines clés. Si ces axes d'intervention prioritaires n'englobent pas la totalité des enjeux concernant les politiques publiques auxquels font face les Canadiens de l'Ouest et leurs gouvernements, ils n'en représentent pas moins un premier pas majeur pour les gens de l'Ouest intéressés à bâtir un nouvel Ouest qui soit compétitif dans l'économie mondiale. Comme le faisait valoir *Un plan pour la prospérité économique régionale*, «si les Canadiens de l'Ouest ne réussissent pas à établir des assises fondamentales, il leur sera difficile d'atteindre d'autres objectifs en matière de politiques. De solides fondations sont essentielles pour bâtir des collectivités provinciales prospères et qui pratiquent l'entraide. [...] l'économie mondiale n'attend aucune région ni aucun pays, et il faut sans tarder établir les assises de la prospérité régionale». En réalité, les choix que nous faisons aujourd'hui auront un impact déterminant sur la prospérité de l'Ouest pour des générations à venir.

Les événements du 11 septembre

À première vue, ce moment tragique de l'histoire a menacé de faire dérailler le projet *Bâtir l'Ouest de demain* en ce qui a trait aux cinq grandes priorités. Si le monde avait à coup sûr changé après le 11 septembre, nous n'étions pas certains qu'il en était de même pour les priorités que nous avons dégagées. Après mûre réflexion, nous avons trouvé qu'elles étaient toujours valides, sinon plus. La valeur de la coopération régionale dans un contexte international incertain et, partant du principe que la force des régions fait la force du Canada, sa valeur pour la fédération dans ce même contexte international – tous ces éléments étaient plus importants que jamais. Dans le même ordre d'idées, l'importance de questions comme le transport et la diversification économique a été soulignée dans le sillage de l'attentat. C'est donc en respectant notre échéancier que nous avons publié en octobre 2001 le rapport concernant le plan qui décrit les cinq axes de priorités, sûrs et certains que nous avons établi la bonne liste d'enjeux sur lesquels concentrer la phase suivante du projet.

Pourquoi avoir choisi une approche régionale?

Si ces cinq priorités sont si importantes, pourquoi ne pas les aborder sous un angle national plutôt que régional? Nous avons choisi l'approche régionale pour plusieurs raisons. Premièrement, bien que l'on puisse dire que les axes d'intervention cernés par les gens de l'Ouest sont aussi des priorités nationales, un exercice du même genre pratiqué dans d'autres régions du pays pourrait donner une liste différente, en tout ou en partie. Ainsi, les habitants du sud de l'Ontario pourraient être plus préoccupés par l'intégration économique à l'échelle du continent dans le secteur de l'automobile que par la diversification économique. Cela nous amène à la deuxième raison: le Canada est un vaste pays caractérisé par une diversité extrême – ce qui constitue sa plus grande force et aussi l'un de ses plus grands défis. Si bien des choses nous relient, on ne peut nier l'existence de véritables différences au niveau régional. Ces dernières sont souvent exprimées plus clairement à ce niveau, pour être ensuite insérées dans un discours plus vaste, au niveau national. Troisièmement, toujours en raison de la taille et de la diversité du Canada, il s'avère souvent impossible de s'attaquer, au niveau national, à des questions de politique publique complexes. Il semble beaucoup plus logique de commencer au niveau régional et de se connecter avec l'ensemble du pays quand c'est justifié. Si, dans certains cas, il convient d'adopter une politique nationale, le pays est réellement trop grand pour que tous les Canadiens s'unissent et coordonnent leurs efforts de façon efficace sur toutes les questions. Les régions représentent souvent, mais pas toujours, des unités plus pratiques pour l'analyse autant que pour les mesures à prendre.

Au fond, nous croyons que des régions fortes font un Canada fort. Par conséquent, un Ouest prospère – ce que recherchent en toute bonne foi ses habitants – est bon non seulement pour les gens de l'Ouest, mais aussi pour tous les Canadiens. Le fait que le projet *Bâtir l'Ouest de demain* porte surtout sur l'aspect régional est un reflet de cette conviction profonde.

IV. Phase deux

Armés des cinq priorités comme axe général d'intervention, nous avons mis sur pied une série de projets de recherche et de communication distincts mais reliés entre eux. Il est important de souligner que la plupart des projets n'ont pas été conçus avec comme objectif premier d'accroître les connaissances théoriques ou empiriques sur une question précise. Leur but principal, comme c'est le cas pour la plupart des travaux réalisés par la Canada West Foundation, était de rassembler l'information et les connaissances spécialisées actuelles, d'en faire la synthèse et de les divulguer afin d'attirer l'attention sur certains enjeux, d'éclairer le débat public et de fournir aux décideurs des solutions de rechange objectives et non partisans en vue d'améliorer

les politiques. D'où l'accent mis sur la vulgarisation de la recherche universitaire, la consultation de spécialistes, la préparation de rapports accessibles, la déposition de recommandations pratiques visant les politiques stratégiques, et, ce qui est d'une importance cruciale, la divulgation des résultats auprès d'audiences clés. À cette fin, les idées et recommandations fondamentales, la diffusion électronique et imprimée de nos résultats et recommandations aux publics visés, un programme chargé de rencontres et de présentations, une ample couverture médiatique et de nombreux événements ouverts au public ou sur invitation ont été aussi, sinon plus importants, que les facettes du projet concernant la recherche.

En 2002, 2003 et 2004, les activités de recherche et de communication ont été effectuées dans quatre des cinq domaines de priorité sous la bannière de *Bâtir l'Ouest de demain*. La compétitivité mondiale des grandes villes de l'Ouest constituait déjà un des grands thèmes d'une initiative parallèle de la Fondation intitulée *Western Cities Project*. Les travaux portant sur les quatre autres domaines de priorités se sont achevés avec deux ouvrages supplémentaires qui reprennent tous les thèmes: un deuxième rapport sur l'état de l'Ouest en 2003 et deux autres rondes du sondage *Regard sur l'Ouest*.

Les sections qui suivent décrivent les principaux résultats et recommandations issus de chaque domaine de priorités ainsi que les résultats des sondages *Regard sur l'Ouest* et du portrait statistique *L'état de l'Ouest*.

V. L'état de l'Ouest

Rapports clés:

- *State of the West: Western Canadian Demographic and Economic Trends 2001*
- *L'état de l'Ouest en 2003: tendances économiques et démographiques dans l'Ouest du Canada (State of the West 2003)*

Les deux rapports sur l'état de l'Ouest décrivent une région qui a beaucoup changé tout en étant restée la même au cours des trois dernières décennies.

Du côté des changements, des millions de migrants venant du monde entier et d'autres parties du Canada ont afflué, en quête de nouvelles ouvertures et d'une meilleure qualité de vie. La culture de l'Ouest du Canada s'en est donc enrichie. Les grandes villes de l'Ouest ont acquis une certaine maturité, abritent plus de gens et ont plus à offrir tant à leurs citoyens qu'à leurs visiteurs. La population régionale est plus âgée que jamais, l'Ouest exporte davantage vers les États-Unis, l'agriculture ne représente plus un mode de vie aussi prépondérant qu'avant, et l'économie régionale crée toute une gamme de nouveaux produits et services.

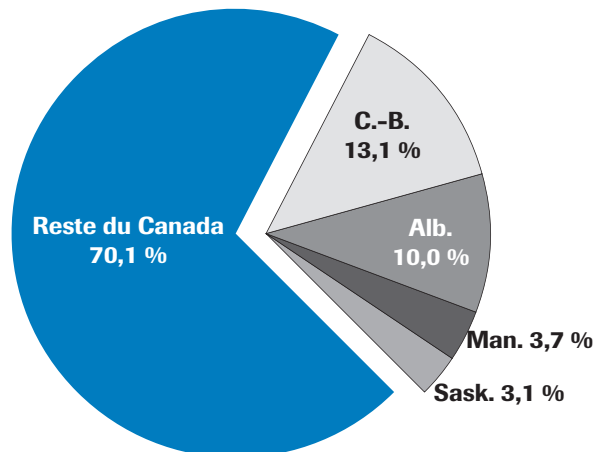
Quant à la continuité, les hauts et les bas du secteur des ressources naturelles et de celui de l'agriculture continuent d'amener avec eux des bons et mauvais jours. La Colombie-Britannique et l'Alberta ont maintenu leur croissance tandis que la Saskatchewan et le Manitoba en sont à peu près au même niveau que dans les années 1970, tendances qui devraient se poursuivre dans les décennies à venir. L'Ouest continue d'abriter la majorité de la population autochtone du Canada, la Colombie-Britannique est toujours la principale destination des migrants internationaux dans la région, tandis que la Saskatchewan n'en attire qu'une poignée et que la contribution de la région à l'économie nationale continue de refléter sa part de la population canadienne.

Malgré ces éléments de continuité, l'Ouest est un endroit bien différent de nos jours de ce qu'il était il y a 30 ans, voire dix ans, et il est probable qu'il continuera d'évoluer à un rythme soutenu.

Avec environ 30 % de la population nationale, l'Ouest occupe le deuxième rang au Canada, après le géant qu'est la province de l'Ontario (38,8 %). La région est aussi une force économique majeure au sein de la fédération et elle compte pour un peu moins d'un tiers du PIB. La population de l'Ouest s'est accrue de 3,5 millions d'habitants depuis le début des années 1970 et on s'attend à ce qu'elle augmente de deux à trois millions d'ici 2025 (surtout en Colombie-Britannique et en Alberta). On prévoit cependant une forte croissance démographique en Ontario, ce qui fait que la part de l'Ouest de la population nationale ne devrait pas augmenter de plus de quelques points de pourcentage.

Plus d'un million et demi d'immigrants sont arrivés dans l'Ouest depuis le début des années 1970. Sans compter les Autochtones,

Population de l'Ouest canadien en tant que pourcentage de la population du reste du Canada, en 2004



Source: Statistique Canada

14,4 % des habitants de l'Ouest appartiennent à des minorités visibles par comparaison avec 13,0 % dans le reste du Canada.

Le pourcentage de la population régionale âgée de 65 ans et plus est maintenant de 12,5 % et devrait dépasser les 20 % en 2026. De nombreux observateurs ont fait remarquer que cette tendance entraînera des changements majeurs dans la région affectant des domaines comme le logement, les soins de santé, le marché du travail, le bénévolat et les habitudes de dépense des ménages. Ces mêmes observateurs soulignent également qu'il faudrait prendre des mesures dès aujourd'hui pour s'adapter à ces changements plutôt que d'attendre qu'ils soient à notre porte.

Bien que l'Ouest en tant qu'entité soit très vaste et ait une population dispersée, la plupart de ses habitants vivent dans une poignée de grands centres urbains densément peuplés. Le pourcentage de la population régionale vivant en milieu urbain a augmenté de 67,2 % en 1966 à 79,5 % en 2001, la majorité se concentrant dans huit grandes villes (Abbotsford, Vancouver et Victoria en Colombie-Britannique, Calgary et Edmonton en Alberta, Regina et Saskatoon en Saskatchewan, et Winnipeg au Manitoba).

L'économie de l'Ouest, à l'instar de celle des autres parties du pays, dépend largement des exportations internationales et, plus précisément, des exportations vers les États-Unis. L'Ouest a exporté 130,2 milliards de biens et services en 2001 pour un rapport exportation-PIB de 37,2 %. En termes réels, les exportations internationales de l'Ouest ont augmenté de 210 % depuis 1981, ce qui a résulté en un changement de 9264 dollars par habitant en 1981 à 21 213 en 2001. Cette croissance phénoménale a alimenté l'économie régionale et s'est accompagnée d'une forte augmentation de la dépendance à l'égard des marchés étatsuniens. Près de 8 dollars sur dix des exportations de l'Ouest sont allés aux États-Unis en 2002. De surcroît, les exportations de la région continuent d'être dominées par les ressources naturelles et les produits agricoles bruts et semi-transformés, situation qui diffère beaucoup de celle de l'Ontario – le plus gros exportateur au pays – où domine la construction transfrontalière intégrée de véhicules automobiles.

Malgré les points communs qui existent au sein de l'Ouest du Canada, la région est loin d'être homogène et les quatre provinces de l'Ouest diffèrent sous bien des aspects. Ainsi, la capacité fiscale de l'Alberta l'emporte de loin non seulement sur les autres provinces de l'Ouest, mais aussi sur toutes celles du pays. Avec une dette nulle et une bonne part de son budget annuel couvert par les redevances pétrolières et gazières, l'Alberta occupe, pour l'instant, une place à part.

De façon plus générale, il existe un écart dans l'Ouest entre la Colombie-Britannique et l'Alberta d'une part, et la Saskatchewan et le Manitoba de l'autre. À la différence de ces dernières, la Colombie-Britannique et l'Alberta sont toutes deux en croissance démographique, accueillent la majorité des immigrants internationaux de la région et ont connu beaucoup de pointes dans le nombre de migrants venus d'autres parties du Canada. La Colombie-Britannique et l'Alberta sont aussi plus urbanisées (tout en connaissant une certaine croissance en zones rurales), ont des niveaux de revenu plus élevés et constituent en elles-mêmes des marchés beaucoup plus vastes.

Il est important de noter que ces différences n'ont rien de nouveau et qu'elles n'ont pas – en fait elles n'ont pas besoin de le faire – érodé les liens qui unifient la région. Elles constituent en revanche de véritables défis alors que les provinces de l'Ouest cherchent des moyens de travailler de concert et de coexister au sein de l'Ouest et au sein du Canada.

Parmi les autres défis majeurs concernant les politiques publiques mentionnés dans les rapports sur l'état de l'Ouest, citons qu'il faut :

- ajuster sans tarder la nature et le financement des programmes sociaux au nouveau profil démographique de l'Ouest, de façon à donner le temps aux réformes d'être efficaces, et ce, à coût abordable;
- trouver des moyens d'accroître les possibilités d'éducation et de programmes d'emploi, ainsi que les résultats positifs, pour les Autochtones;
- repenser et réformer le réseau de soutien disponible pour la population urbaine autochtone de l'Ouest dont la taille déjà grande ne fait que croître;
- créer des programmes plus efficaces pour non seulement attirer les immigrants vers tous les secteurs de la région, mais aussi pour les aider à leur arrivée;
- prendre des mesures proactives afin que le marché du travail reconnaisse pleinement les diplômés et l'expérience des immigrants;
- poursuivre la quête d'une diversification économique par le biais d'une augmentation de la production à valeur ajoutée, de la recherche, du développement et de la commercialisation, ainsi que par le biais d'une expansion du commerce international avec des pays autres que les États-Unis;
- maintenir et améliorer sur une base permanente les relations commerciales canado-américaines; et
- identifier et mettre sur pied des approches originales aux défis posés par la croissance urbaine, y compris le milieu urbain, le financement de l'infrastructure ainsi que la croissance culturelle et les enjeux sociaux urbains.

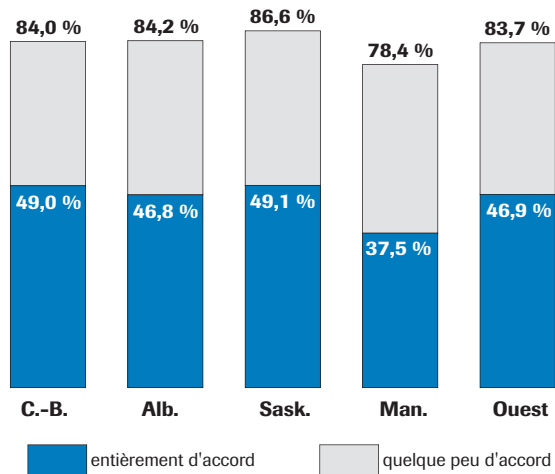
Nombre de ces défis constituent les sujets couverts par des recherches ultérieures menées dans le cadre du projet *Bâtir l'Ouest de demain*, sujets que l'on discute ci-après.

VI. Regard sur l'Ouest

Rapports clés:

- *Looking West 2001: A Survey of Western Canadians*
- *Regard sur l'Ouest 2003: Un sondage sur les Canadiens de l'Ouest (Looking West 2003)*
- *Distinctions régionales: Analyse du sondage Regard sur l'Ouest 2004 (Regional Distinctions)*
- *Orientations des enjeux stratégiques dans l'Ouest: Analyse du sondage Regard sur l'Ouest 2004 (Western Directions)*

La Canada West Foundation a mené trois sondages – qui serviront de référence – sur les Canadiens de l'Ouest, sondages qui fournissent un vaste ensemble de données empiriques très précises sur ce que les gens de l'Ouest pensent de leur région, du pays et des grandes questions de politique publique. Menés en 2001, 2003 et 2004, les sondages *Regard sur l'Ouest* ont été réalisés sous la forme d'entrevues téléphoniques avec 3200 Canadiens de l'Ouest (800 de chaque province). L'ampleur de l'échantillon a permis d'obtenir une analyse statistiquement valide de chacune des provinces. En 2004, le sondage a été élargi pour inclure l'Ontario à des fins de comparaison.

L'Ouest est une région distincte

Source: sondage Looking West (2001)

L'Ouest en tant que région

Les opposants systématiques au sein de l'Ouest et en dehors soutiennent souvent que l'Ouest canadien ne constitue une région en aucun sens du mot. Cet argument est parfois utilisé pour diviser l'Ouest en ses parties constitutives comme manœuvre politique, et, dans d'autres cas, il est un reflet des véritables questions sur les similarités entre des lieux aussi divers que Vancouver, Edmonton, Swift Current, Flin Flon et Brandon. Toutefois, quand un échantillon représentatif de gens de l'Ouest se sont vu poser la question à savoir s'ils voyaient l'Ouest comme une région distincte qui diffère sous bien des aspects du reste du Canada, plus de huit sur dix ont dit oui. Il ne faut pas en conclure que la Colombie-Britannique est pareille au Manitoba ou que l'Alberta est pareille à la Saskatchewan, ou encore que des sous-régions n'existent pas au sein de l'Ouest canadien. Ce qui en ressort, c'est le sentiment très fort d'identité régionale qui se manifeste en toile de fond dans l'Ouest et témoigne des nombreux facteurs – histoire, famille et amis, économie, géographie, perspectives sur la Confédération, etc. – qui unissent plutôt que divisent les quatre provinces de l'Ouest. Nous ne sommes pas tous pareils, mais nous n'en sommes pas moins une région.

Le mécontentement de l'Ouest

C'est un fait bien connu depuis longtemps que les Canadiens de l'Ouest en général ne sont pas entièrement satisfaits de la façon dont fonctionne la fédération canadienne, ce que confirment indéniablement les données des sondages *Regard sur l'Ouest*. Dans chacune des provinces de l'Ouest, de fortes majorités ont exprimé leur insatisfaction sur la façon dont l'Ouest est représenté à Ottawa. Dans la plupart des cas, c'est le même schéma que l'on voit se répéter dans l'Ouest: la Saskatchewan et la Colombie-Britannique expriment le plus fort degré de mécontentement, et le Manitoba, le plus faible, l'Alberta se situant au milieu. Bien que nombre de commentateurs soutiennent que la Colombie-Britannique se singularise dans l'Ouest, quand il s'agit de l'attitude envers le gouvernement fédéral, c'est le Manitoba qui se démarque sensiblement par son faible niveau de mécontentement.

Les priorités en matière de politiques

Les quatre provinces de l'Ouest font face à une variété de défis et d'ouvertures stratégiques dans les années qui viennent. Une myriade d'enjeux – depuis les soins de santé, l'éducation et l'environnement à l'économie, l'infrastructure et les questions urbaines – se font concurrence pour s'attirer l'attention des politiciens et l'argent des contribuables.

Si, pour presque les trois quarts des habitants de l'Ouest, l'amélioration du système de soins de santé constitue une priorité élevée, elle est loin d'être l'unique question stratégique qu'ils voient comme importante. Près des deux tiers considéreraient la garantie d'une main-d'œuvre qualifiée suffisante, la réduction de la pauvreté et la protection de l'environnement comme des priorités élevées.

«La protection de l'environnement» se classe quatrième sur la liste des priorités des gens de l'Ouest, avec 65,6 % des répondants au sondage qui la rapportent comme une «priorité élevée». Lorsqu'on leur a demandé de donner leur opinion sur la façon dont leurs gouvernements s'attaquaient aux questions environnementales, à peine un tiers ont répondu que leur gouvernement provincial faisait un bon travail, et moins d'un quart, que le gouvernement fédéral faisait un bon travail. Ces constatations suggèrent que les Canadiens de l'Ouest appuient la protection environnementale et qu'ils veulent voir de meilleurs résultats de la part des pouvoirs publics en cette matière. Bien que celle-ci ne fasse pas partie du projet *Bâtir l'Ouest de demain*, la Canada West Foundation a été active sur cette question par le biais de son projet du capital naturel.

Un autre domaine de disparité entre l'opinion publique et la réalité sur le terrain se retrouve au chapitre de l'immigration. Seulement un Canadien de l'Ouest sur dix accorde une priorité élevée au fait «d'attirer plus d'immigrants», parmi ce que peuvent faire les gouvernements pour garantir la prospérité et la qualité de vie futures dans la région. Dans le même ordre d'idées, seulement 17,3 % des gens de l'Ouest pensent que le Canada devrait accepter plus d'immigrants, tandis que 32,8 % pensent qu'on devrait

Niveau de priorité des politiques en 2004 – Ouest du Canada

	<i>très élevé</i>	<i>moy.</i>	<i>bas</i>	<i>non prioritaire</i>
Améliorer le système de soins de santé	73,9 %	20,1 %	4,5 %	1,4 %
Assurer une main-d'œuvre suffisante	70,8 %	23,0 %	4,6 %	1,1 %
Réduire la pauvreté	68,6 %	23,1 %	6,2 %	1,6 %
Protéger l'environnement	65,6 %	27,6 %	5,8 %	0,8 %
Inciter les jeunes à rester	63,7 %	24,8 %	8,2 %	1,7 %
Améliorer le système d'éducation maternelle-12e année	62,1 %	27,7 %	7,1 %	2,0 %
Améliorer le système d'éducation postsecondaire	58,6 %	31,7 %	7,6 %	1,4 %
Améliorer les relations fédérales-provinciales	52,1 %	37,0 %	8,3 %	2,1 %
Investir dans l'infrastructure de transport	48,9 %	41,5 %	8,3 %	1,4 %
Améliorer les relations Canada-É.-U.	44,2 %	34,8 %	15,9 %	4,5 %
Diminuer les impôts	41,0 %	37,4 %	16,5 %	4,8 %
Veiller à l'excellence de la qualité de vie dans les villes	34,6 %	44,5 %	15,2 %	4,3 %
Attirer plus d'immigrants	10,4 %	34,8 %	41,2 %	12,7 %

NOTE: En raison des non-réponses, il se peut que le total des chiffres n'atteigne pas 100 %.

En ce qui a trait à ce que les gouvernements peuvent faire pour assurer la prospérité et la qualité de vie de [votre province] à l'avenir, quel rang prioritaire (très élevé, moyennement élevé, bas et non prioritaire) accorderiez-vous aux éléments suivants?

en accepter moins. Ces opinions contredisent le fait que l'Ouest a compté – et va continuer de le faire – sur un afflux constant d'immigrants pour accroître sa population et combler les vides dans sa main-d'œuvre.

La coopération régionale

Les participants aux consultations provinciales maintenaient catégoriquement que les quatre provinces de l'Ouest devraient augmenter leurs efforts en vue d'une coopération et trouver des solutions communes aux problèmes concernant les politiques publiques. L'opinion de ces experts s'accorde avec le sentiment du grand public à savoir que les provinces de l'Ouest auraient plus de voix au sein de la Confédération si elles collaboraient (86 % étaient d'accord) et que les programmes publics seraient meilleurs s'il y avait au sein de la région une plus grande coopération (73 % d'accord).

VII. Le capital humain

Vu l'ampleur du sujet du capital humain, nous avons décidé de concentrer nos travaux sur trois volets qui concernent tout particulièrement le Canada de l'Ouest: 1) amener un plus grand nombre d'Autochtones à participer au marché du travail régional; 2) attirer des immigrants qualifiés vers la région et assurer la pleine reconnaissance de leurs compétences; et 3) offrir une formation professionnelle au niveau postsecondaire.

Le capital humain autochtone

Rapports clés:

- *Réaliser le potentiel: vers de meilleurs résultats sur le marché du travail pour les Autochtones (Achieving Potential)*
- *Promouvoir la réussite: faire en sorte que les jeunes Autochtones restent à l'école (Encouraging Success)*
- *Vers la parité: Recommandations issues de l'Initiative pour des stratégies visant le capital humain autochtone (Working Towards Parity)*

«Au Canada, les Autochtones représentent la plus importante main-d'œuvre sous-utilisée. Et le bon sens économique nous dicte qu'il faut mettre à l'œuvre cette population autochtone.»

– Répondant interviewé par la CWF

L'Ouest abrite la majorité de la population autochtone du Canada, soit 62,1 %. La Saskatchewan et le Manitoba en particulier ont un gros pourcentage de leur population globale composé d'Autochtones (13,5 et 13,6 % respectivement). On ne s'attendrait sans doute pas à ce que plus de la moitié de la population autochtone de l'Ouest vive en zones urbaines par comparaison avec les 30,2 % qui vivent dans les réserves (les autres 16,6 % vivant dans des zones rurales à l'extérieur des réserves). Ces données soulignent le fait que les enjeux autochtones sont des réalités qui existent dans les cadres urbain et rural à l'extérieur des réserves, tout autant que dans les réserves.

La violence, l'oppression et l'impérialisme culturel imposé aux Autochtones par les colons européens et leurs gouvernements ont ébranlé les communautés autochtones. Le processus de guérison nécessaire pour remédier aux problèmes hérités de cette sombre période a commencé, mais il reste encore beaucoup à faire. La participation de la main-d'œuvre autochtone au marché de l'emploi a été perçue lors des consultations provinciales comme un domaine qui réclame une action immédiate et concertée. Du point de vue social, les participants aux consultations l'ont vu comme une façon de s'attaquer aux taux élevés de pauvreté et de chômage qui sont le lot des Autochtones. Du point de vue relatif à la main-d'œuvre, la population autochtone de l'Ouest, qui est importante, relativement jeune et en expansion, a été perçue comme une source potentielle de la main-d'œuvre tant recherchée. Des deux points de vue, la tâche qui nous incombe est de trouver des façons d'améliorer les résultats dans le domaine de l'éducation et sur le marché du travail pour tous les Autochtones et, en particulier, pour l'imposante cohorte de jeunes qui sont à la veille d'entrer dans le système d'éducation ou sur le marché de l'emploi. (Plus d'un Autochtone sur trois est âgé de moins de 15 ans par comparaison avec moins d'un sur cinq chez les non-Autochtones.)

Afin d'aider à réaliser cette tâche d'envergure, la Canada West Foundation a mené des recherches sur les options visant à améliorer les résultats des Autochtones dans le domaine de l'éducation et sur le marché de l'emploi. Au cœur de la recherche se trouvaient des consultations approfondies menées avec des informateurs clés en vue de cerner des «pratiques prometteuses» (des idées, stratégies et concepts qui marchent). Parmi les grandes conclusions et les pratiques prometteuses qui ont été dégagées, citons:

- Les défis concernant le marché du travail auxquels sont confrontés les Autochtones ne viennent pas d'une réticence à participer à ce marché, mais d'un manque de succès dans l'obtention et la rétention d'un emploi. Le statu quo ne répond pas suffisamment aux besoins de formation scolaire et du marché du travail des Autochtones. Il existe toutefois bien des pratiques prometteuses en jeu qui peuvent servir de base à une meilleure politique publique.
- Dans l'Ouest du Canada, le pourcentage des Autochtones qui ont moins que le certificat d'études secondaires est de beaucoup supérieur à celui de l'ensemble de la population. Les problèmes issus de cet écart dans la scolarité sont mis en évidence par le fait que le taux de chômage des Autochtones ayant moins que le certificat du secondaire est de 27 % alors qu'il est tout juste de 5 % pour les détenteurs d'un diplôme universitaire.
- Le fait de s'attaquer aux obstacles à de meilleurs résultats autochtones dans l'éducation et l'emploi représente plus qu'une question de création de programmes de scolarisation et d'emploi. Lorsqu'on crée des politiques publiques dans ces secteurs, il faut aussi tenir compte d'autres facteurs comme la pauvreté et la discrimination. Les politiques publiques ne sont en outre qu'une partie de la solution. De nombreux intervenants – parents plus ou moins proches, leaders communautaires, aînés, entreprises, éducateurs, grand public, etc. – ont tous un rôle critique à jouer.
- Une discussion approfondie des besoins, des objectifs et des atouts que les divers intervenants (p. ex., étudiants, parents, personnes en quête d'emploi, entreprises, organismes à but non lucratif et gouvernement) amènent à la table a été perçue comme une ligne d'action qui pourrait s'avérer efficace. Parmi les points à améliorer, il faut par exemple mieux identifier et expliquer aux Autochtones les options qui s'offrent à eux dans le domaine de l'éducation et de l'emploi, leur accorder un plus grand rôle dans la conception des programmes et repenser la valeur placée sur les compétences qu'ils obtiennent en dehors du système d'éducation officiel.
- La valeur de l'éducation devrait être renforcée auprès des jeunes Autochtones afin de contrebalancer la tentation de décrocher.
- Les employeurs devraient mieux comprendre les conditions sociales qui sont le lot de bien des Autochtones, et ils devraient tenir compte de ces situations souvent ardues (p. ex., problèmes de santé, pauvreté, casiers judiciaires, manque de services de soutien).
- Le manque de compréhension entre Autochtones et non-Autochtones a été vu comme une des causes du taux élevé de roulement chez les Autochtones et comme une entrave à leurs résultats positifs sur le plan de l'emploi. Ils ont souvent un

sentiment d'aliénation provoqué par des équipements scolaires et des milieux de travail qui ne comprennent ou ne respectent pas leurs systèmes de valeurs et leur patrimoine culturel. D'où la nécessité de promouvoir les échanges et la sensibilisation interculturels.

- L'opinion était que les programmes d'imitation de rôle et de mentorat débouchent sur une amélioration des résultats scolaires et professionnels chez les Autochtones en favorisant un sentiment d'appartenance et celui d'être aidé, ainsi qu'en les mettant plus à l'aise. Le fait de souligner la réussite a également été perçu comme un facteur majeur, contribuant, entre autres, à créer un sentiment d'appartenance et d'engagement personnel à l'égard de ce qui est souvent pour eux un milieu de travail aliénant.
- Le recours à des incitatifs, des approches mieux coordonnées et une attention aux progrès graduels ont aussi été dégagés comme des facteurs clés pour la réussite.

Dix recommandations visant des politiques publiques ont été avancées, fondées sur les conclusions des recherches et des consultations:

- Le développement du capital humain autochtone devrait être un objectif prioritaire du gouvernement fédéral et des gouvernements des quatre provinces. Bien qu'il y ait d'autres questions urgentes concernant les Autochtones de l'Ouest, une amélioration des résultats scolaires et professionnels promet d'avoir d'importantes retombées positives dans toute une gamme de domaines relatifs à la qualité de vie des Autochtones et représente, de surcroît, une superbe occasion de faire face à la pénurie de main-d'œuvre dans la région.
- Les ordres de gouvernement fédéral et provinciaux devraient accroître leur niveau de collaboration en la matière. La coordination est nécessaire pour assurer l'efficacité des programmes et éviter tout chevauchement, avec les coûts que cela entraîne.
- Les gouvernements devraient établir des objectifs quantifiables quant à l'éducation des Autochtones et à l'évaluation de leurs progrès, aussi bien dans les réserves qu'à l'extérieur. Pour aider en cela, il faut qu'Ottawa et les provinces coordonnent leurs efforts dans le domaine de la cueillette des données.
- Un contenu autochtone devrait absolument être inclus aux niveaux primaire et secondaire, et le personnel enseignant devrait recevoir la formation et les outils qui permettent de garantir la réussite des élèves autochtones.
- Les critères de notation pour le certificat d'études secondaires devraient être les mêmes dans les réserves qu'à l'extérieur, afin de garantir que les élèves des réserves atteignent le même niveau de compétences que les autres diplômés du secondaire.
- Les gouvernements fédéral et provinciaux, les commissions scolaires et les établissements postsecondaires devraient davantage coordonner leurs efforts et faire connaître aux étudiants autochtones les possibilités en matière d'éducation et d'emploi.
- Les gouvernements devraient collaborer à l'établissement d'objectifs quantifiables en matière d'emploi pour les Autochtones (qu'ils habitent ou non une réserve), et ils devraient recueillir suffisamment de données pour évaluer les progrès réalisés à court et à long terme.
- Il faut accroître le financement public des organismes locaux à but non lucratif qui s'occupent des questions de l'emploi des Autochtones dans le secteur de la petite et moyenne entreprise.
- Les gouvernements devraient être ouverts à des partenariats pour la formation et l'emploi avec des entreprises œuvrant dans les réserves ou à proximité.
- Le gouvernement fédéral devrait améliorer l'accès aux données sur la population autochtone du Canada.

L'immigration

Rapports clés:

- *Increasing Western Canadian Immigration*
- *Closer to Home: Provincial Immigration Policy in Western Canada*
- *Improving Immigration: A Policy Approach for Western Canada*

L'immigration est un élément fondamental de la vie dans l'Ouest depuis plus d'un siècle. En 1911, plus de la moitié de la population canadienne de l'Ouest était née dans un autre pays, par comparaison avec seulement 13,1 % dans le reste du Canada. Aujourd'hui, à peine un peu moins d'un habitant de l'Ouest sur cinq est né à l'extérieur du Canada. Plus d'un million et demi d'immigrants sont arrivés dans l'Ouest depuis 1972. Ces chiffres soulignent la longue tradition d'immigration dans cette partie du pays et le rôle clé qu'elle y a joué dans le développement économique et culturel.

Dans une région ayant une population de taille relativement petite, un faible taux de natalité et un nombre croissant d'ainés, l'importance de l'immigration pour l'économie est évidente. Dans un futur pas très lointain, les migrants internationaux représenteront la majorité de l'augmentation des effectifs dans l'Ouest du Canada. D'un point de vue économique, il faudra des immigrants pour soutenir la croissance démographique (ou du moins empêcher une baisse de la population) et pour combler les vides dans la main-d'œuvre et l'assiette fiscale à mesure que la population vieillit. D'un point de vue social, les immigrants enrichissent sensiblement le paysage culturel de l'Ouest et tissent des liens plus étroits avec le reste du monde.

À l'exception de Vancouver et de Calgary, l'Ouest tend à avoir des difficultés pour attirer des immigrants. Cela est vrai en particulier pour les zones rurales. Même en Alberta, où l'économie bat son plein, la province accueille de nouveaux immigrants dans une proportion inférieure à celle de la population nationale.

Si c'est une chose d'attirer des immigrants dans l'Ouest, c'en est une autre de les aider une fois qu'ils sont sur place et de voir à ce que leurs compétences et leur expérience soient reconnues et utilisées. Il y a eu en outre des revendications pour améliorer les politiques publiques de ce côté-là. Compte tenu de tous ces facteurs, la Canada West Foundation s'est jetée dans l'arène de la politique de l'immigration et lancée dans une initiative au sein du projet *Bâtir l'Ouest de demain*, initiative axée sur l'importance de l'immigration pour l'Ouest du Canada et tout particulièrement sur son rôle dans la croissance et l'amélioration des réserves de l'Ouest en capital humain. Les travaux ont porté sur les avantages économiques et sociaux d'une immigration vers l'Ouest, sur les options qui permettraient d'attirer plus d'immigrants et d'immigrants qualifiés vers la région, et sur la question épineuse mais capitale de l'harmonisation entre, d'une part, les compétences et l'expérience que les immigrants apportent avec eux, et, d'autre part, les critères, procédés et préjugés qui prévalent sur le marché de l'emploi de l'Ouest canadien. Un thème important de cette initiative est que l'immigration n'est pas simplement une question d'ordre économique; les immigrants ne sont pas des robots que l'on importe pour combler des postes, mais bien des êtres humains qui passent par une transition difficile en venant vivre au Canada et qui méritent d'être traités comme tels.

Comme pour bien d'autres travaux menés dans le cadre du projet *Bâtir l'Ouest de demain*, un des volets majeurs de nos recherches sur l'immigration nous a amenés à parler aux gens qui sont pour ainsi dire «dans les tranchées» – décideurs, propriétaires d'entreprises, immigrants, etc. – afin de connaître leurs points de vue et d'y avoir recours conjointement aux données pertinentes et à d'autres renseignements. De ces travaux ont été tirées les grandes conclusions et recommandations qui suivent:

- Il n'y a pas d'adéquation entre les avantages de l'immigration et l'appui du public à l'immigration. Ce qui donne à penser que les avantages n'ont pas été bien communiqués ou que les attitudes discriminatoires restent un obstacle en cette matière.

- Les principaux arguments en faveur d'une augmentation de l'immigration sont les suivants:
 - les immigrants peuvent contribuer à combler les lacunes dans le marché de l'emploi – un grand nombre d'entre eux ont atteint l'âge actif, ont fait des études et possèdent de l'expérience;
 - les immigrants sont des membres actifs et cotisants de la main-d'œuvre – après une période initiale de transition, ils connaissent relativement peu le chômage et sont souvent prêts à prendre du travail mal rémunéré pour continuer à avoir un emploi;
 - les immigrants contribuent au soutien des services publics – ils sont des cotisants nets aux services publics car ils cotisent davantage qu'ils ne reçoivent;
 - les immigrants créent des emplois – certains d'entre eux sont acceptés au Canada en fonction de leur potentiel entrepreneurial et de création d'emploi, et ils lancent ou agrandissent des entreprises au Canada;
 - les immigrants peuvent contribuer à l'expansion du commerce international – ils connaissent les marchés étrangers et ont des contacts d'affaires qui peuvent abaisser les coûts de transaction liés au commerce et augmenter les activités d'exportation. On estime à 1 % l'augmentation des exportations liée à une augmentation de 10 % de l'immigration;
 - l'immigration accentue l'innovation en affaires – l'exposition à des entreprises et à des contextes culturels étrangers signifie que les immigrants ont la capacité d'introduire des pratiques innovatrices dans les entreprises canadiennes; et
 - l'immigration a des avantages sur le plan humanitaire et améliore souvent la vie des gens qui fuient l'oppression, la pauvreté ou un manque d'ouvertures économiques.
- Il existe plusieurs histoires témoignant de la réussite d'immigrants dans l'Ouest canadien, en particulier au Manitoba, qui montrent et soulignent l'apport que font les immigrants à l'Ouest, dans l'industrie manufacturière, le renforcement de la conscience communautaire, la croissance démographique, l'innovation, le développement des marchés d'exportation et la diversité culturelle.
- Le caractère spécifique de l'Ouest canadien et de son économie joint aux taux relativement bas de l'immigration internationale mettent en évidence la nécessité d'aborder la politique en matière d'immigration sous un angle particulier à l'Ouest. Chacune des provinces de l'Ouest a des besoins qui lui sont propres, surtout en termes de main-d'œuvre qualifiée, et cette spécificité doit se refléter dans les politiques publiques.
- Les programmes des candidats des provinces constituent un moyen efficace d'accroître l'immigration dans diverses zones au sein des provinces de l'Ouest et de lier les besoins en main-d'œuvre des provinces à leur politique d'immigration.
- L'utilisation plus efficace des compétences que les immigrants apportent avec eux n'est pas simplement une question d'accélérer le processus de reconnaissance des diplômes étrangers (bien que cela aiderait en soi) – c'est également une question de changer la perception des employeurs et des organismes d'attribution des licences relatives à l'éducation et l'expérience étrangères en général. Le fait est que c'est souvent une dépréciation informelle de l'expérience étrangère qui empêche d'assortir les capacités de la personne qui immigre à l'emploi qu'elle pourrait obtenir.

Recommandations:

- Avoir recours aux programmes des candidats des provinces pour favoriser l'immigration dans des domaines où il existe un fort besoin: des initiatives appuyées par des politiques visant à accroître l'immigration, comme celles entreprises par le gouvernement manitobain en vertu du programme des candidats des provinces, peuvent résulter en un accroissement démographique dans des secteurs géographiques ou industriels précis. Afin de garder ces immigrants, il incombe aux employeurs, aux collectivités et aux gouvernements

de coopérer, par exemple en matière de prestation de services d'intégration et de possibilités de réunification des familles.

- Étudier et faire connaître l'apport des immigrants dans l'Ouest canadien: les mérites de l'immigration dans l'Ouest canadien devraient faire l'objet d'une évaluation et d'une promotion sur une base régulière afin de rendre publiques les possibilités économiques et non économiques s'offrant aux immigrants qui sont déjà dans l'Ouest où qui ont une possibilité d'y venir. Cela exige une étude suivie des résultats des immigrants sur le plan professionnel et de la contribution positive qu'ils ont sur la qualité de vie de leur collectivité. Une sensibilisation du public aux impacts positifs de l'immigration peut, à son tour, engendrer un impact positif sur l'opinion publique vis-à-vis des immigrants.
- Mieux éduquer et informer les employeurs sur la valeur économique de l'expérience et de la formation étrangères: s'il existe déjà des initiatives aux niveaux fédéral et provinciaux pour s'attaquer à la lenteur de la reconnaissance des compétences et au traitement des diplômes étrangers ainsi que pour offrir plus de possibilités de formation, il faut également considérer les choses du côté des employeurs. Ces derniers doivent être éduqués et informés sur la valeur que représentent pour leurs organismes la formation et l'expérience étrangères, de façon à abaisser cette barre artificielle qui reste un obstacle pour les immigrants, une fois qu'ils ont obtenu la reconnaissance de leurs diplômes.
- La politique publique devrait se concentrer sur les besoins des immigrants réfugiés dans l'Ouest canadien: de toutes les catégories d'immigrants, ils pourraient être ceux qui connaissent les plus gros obstacles à l'emploi et qui ont besoin le plus de soutien. Étant donné le grand nombre d'immigrants de la classe non économique dans les provinces de l'ouest, il faut se concentrer sur une augmentation de l'employabilité et des possibilités d'emploi pour les immigrants de la catégorie de réfugié. Il se peut que ces derniers aient aussi de plus grands besoins en matière de services communautaires et qu'ils aient accès à moins de soutien familial. Les politiques et le financement devraient par conséquent tenir compte de ces fardeaux supplémentaires que doivent supporter nombre de collectivités de l'Ouest et leur fournir les outils d'intervention pour y faire face.
- Accroître les cours de langue au niveau avancé pour les adultes et les enfants d'immigrants qui fréquentent l'école: les obstacles linguistiques auxquels font face les immigrants dans l'Ouest canadien s'accroissent tout particulièrement avec l'installation dans cette région d'un grand nombre d'immigrants venus d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient. Il faut que les employeurs comme les écoles participent à l'élaboration des programmes de façon que les cours soient adaptés pour développer les compétences nécessaires au travail dans l'Ouest du pays.
- Offrir aux immigrants des incitatifs et des possibilités pour s'installer en dehors des agglomérations principales: bien que les immigrants jouissent de la même liberté de circulation et d'établissement que les Canadiens de naissance, il existe des mesures incitatives qui peuvent favoriser l'immigration dans des secteurs à faible croissance démographique ou qui connaissent une pénurie de travailleurs qualifiés. Des prêts à l'entreprise, un soutien du revenu, des possibilités de formation supplémentaires, une accélération de la réunification familiale et d'autres incitatifs peuvent abaisser les coûts associés à l'éloignement des soutiens communautaires disponibles dans les grands centres urbains. Les collectivités elles-mêmes pourraient bénéficier de mesures incitatives du même genre pour acquérir des services de soutien destinés aux nouveaux immigrants.
- Il faudrait investir encore plus dans la construction d'installations régionales pour accueillir, intégrer et garder les immigrants. Il faut en particulier, que les municipalités lancent des initiatives afin de créer leur propre approche à l'amélioration du sort des immigrants. Le manque de volonté au niveau municipal a souvent été cité comme préoccupant par les participants aux consultations menées dans le cadre du projet *Bâtir l'Ouest de demain*, vu que les municipalités possèdent les ressources et aptitudes en coordination et communication nécessaires pour accroître l'aide aux immigrants sur le plan local.
- Centraliser l'information pertinente aux immigrants sur l'emploi, l'éducation, la couverture des besoins élémentaires et les possibilités en matière de culture: le manque d'accès à des renseignements précis sur le climat, la culture, le coût de la vie, et le marché de l'emploi avant d'entreprendre l'immigration représente un sérieux écueil à la politique actuelle dans ce domaine.
- Il devrait y avoir une plus grande collaboration entre divers secteurs administratifs, services sociaux, systèmes scolaires et employeurs. Le manque de coordination ou d'une autorité centrale parmi toutes les agences qui s'occupent d'immigration crée un processus complexe qui manque de cohérence.

- Il faudrait augmenter le financement pour la sélection finale et préliminaire des immigrants: un grand nombre de participants à nos consultations ont cité le caractère surchargé et compliqué de la sélection finale et de l'examen préliminaire pour immigrer au Canada (p. ex., longs délais, piètre application des critères de sélection, échec à atteindre les objectifs d'immigration et perceptions d'un risque de sécurité accru). Des délais peuvent aussi contribuer au chômage des immigrants en augmentant l'écart entre le moment où les besoins en main-d'œuvre sont identifiés et celui où l'immigration peut répondre à ces besoins.

Le message qui ressort de ces recommandations est qu'on peut – et qu'il faut absolument – faire plus pour aider les immigrants pendant cette phase de transition difficile après qu'ils ont quitté leurs attaches pour venir s'installer dans l'Ouest du Canada. L'argent des contribuables affecté à une amélioration de la sélection, du traitement et des services d'établissement peut être largement récupéré par une augmentation du rendement économique, par une réduction de la demande d'aide sociale et par une contribution accrue des immigrants à la région et au pays tout entier.

La formation professionnelle

Rapports clés:

- *Willing and Able: The Problems of Skills Shortages in Western Canada*
- *Tools of the Trade: An Inventory of Education and Skills Development Programs in Western Canada*
- *Toward a Bright Future: Recommendations for Addressing Skills Shortages in Western Canada*

Le défi global concernant le capital humain dans l'Ouest vient des pénuries actuelles et futures de main-d'œuvre. Avec une population vieillissante qui célèbre la retraite anticipée et des corps de métiers qui n'arrivent pas à attirer des candidats en raison de l'attrait des carrières dans l'économie du savoir, avec, dans certaines régions, un exode de jeunes ou de travailleurs qualifiés d'âge actif et la concurrence mondiale pour la main-d'œuvre spécialisée, il n'est pas étonnant que la pénurie de travailleurs professionnels se profile de façon inquiétante sur l'horizon des politiques dans l'Ouest du Canada.

Mais, avec plusieurs centaines de milliers de résidents cherchant activement un emploi et des milliers d'autres qui sont sous-employés, pourquoi y a-t-il donc des entreprises et secteurs économiques de l'Ouest qui ont du mal à trouver des travailleurs? La raison est que ce n'est pas le manque de travailleurs qui est le problème, mais bien le manque de travailleurs qualifiés. Les employeurs ne recherchent pas seulement des individus qui veulent combler des postes, mais bien ceux qui sont capables de le faire.

L'amélioration des résultats scolaires et professionnels de la population autochtone ainsi qu'un accroissement de l'immigration et de l'utilisation des habiletés des immigrants sont deux façons de relever ce défi. Il y a cependant d'autres éléments à prendre en considération, tels que le rôle joué par le secteur de l'éducation postsecondaire. Afin de mieux saisir l'impasse de la pénurie de main-d'œuvre et les options visant une amélioration de la capacité du système postsecondaire à la résoudre, la Canada West Foundation a mis sur pied une initiative intitulée Filling the Gaps (Comblé les lacunes). Ces travaux comprenaient un sondage mené auprès d'associations industrielles et d'entreprises privées de l'Ouest canadien, ainsi que des groupes de discussion qui ont réuni des informateurs clés venant du gouvernement, ainsi que des milieux des affaires et de l'éducation. Les conclusions et recommandations majeures renferment les éléments suivants:

- Si elles sont loin de représenter un portrait statistique de la pénurie de main-d'œuvre actuelle et potentielle, les activités d'enquête et les consultations ont confirmé que, dans l'Ouest, le manque de travailleurs se fait déjà sentir et qu'on s'attend à ce que la situation empire. Les pénuries sont particulièrement critiques dans certains secteurs (p. ex., les soins de santé et les corps de métiers).
- Malgré l'existence de toute une gamme de programmes de formation postsecondaires, le sentiment général était que le système postsecondaire ne suivait pas le rythme de la demande en main-d'œuvre qualifiée. On a aussi souligné qu'il ne suffisait pas de former des individus, mais que les compétences qu'ils acquièrent doivent correspondre à celles recherchées par les employeurs d'aujourd'hui et de demain.

- Des carrières potentielles dans ce que l'on perçoit comme les industries du futur (p. ex., la technologie de l'information) sont devenues pour bien des jeunes le cheminement de carrière préféré. Cela a écarté les étudiants des métiers traditionnels comme ceux de charpentier, de soudeur ou de plombier – bien des professions perçues par la société comme peu spécialisées et mal rémunérées. Dans les faits, les corps de métiers, les emplois dans le domaine des ressources ainsi que d'autres travaux dits «traditionnels» font souvent appel à l'utilisation d'une technologie de pointe, exigent un niveau de compétence élevé et paient très bien.

Recommandations:

- Il faudrait accroître le financement de l'éducation postsecondaire afin de garantir que la capacité des programmes et des installations soit en mesure de répondre aux besoins croissants en éducation et en formation professionnelle: si l'on veut suivre le rythme de la demande en main-d'œuvre qualifiée et tirer profit des avantages économiques qui en résultent pour la région, il faut affecter plus de ressources financières pour y arriver.
- Le programme fédéral des Conseils sectoriels devrait davantage axer ses activités sur les régions, tout en maintenant les normes nationales.
- Les Ententes sur le développement du marché du travail ne devraient plus lier le financement fédéral pour la formation à l'admissibilité à l'assurance-emploi, afin d'inclure les individus qui sont sous-employés ou qui risquent d'être réduits au chômage parce que leurs compétences sont insuffisantes ou périmées.
- Il faudrait améliorer la qualité de l'information partagée sur la demande en main-d'œuvre et la tenir à jour: la pénurie actuelle de données sur le nombre et les compétences des travailleurs dont a besoin l'économie fait que, bien souvent, on opère dans le noir.
- Il faudrait avoir recours aux crédits d'impôt pour encourager les employeurs à faire plus de formation directe sur le tas: si cette dernière est déjà offerte par de nombreux employeurs, elle pourrait l'être à plus grande échelle.
- Les gouvernements provinciaux, l'industrie, les associations professionnelles et les établissements d'enseignement professionnel devraient travailler de concert à changer les perceptions sur les carrières dans les métiers.
- Il faudrait que les Autochtones aient davantage accès à la formation et au perfectionnement des compétences.
- Par le biais des programmes des candidats des provinces, il faudrait accroître l'immigration ciblée.
- Il faudrait donner une plus grande marge de manœuvre aux établissements postsecondaires: le système postsecondaire, les institutions et les cadres législatifs qui régissent les changements aux programmes financés par les deniers publics sont souvent trop rigides pour permettre la réalisation rapide des changements requis par l'évolution du marché de l'emploi. Une plus grande souplesse au sein du système d'éducation postsecondaire permettra de garantir que les étudiants reçoivent leur formation le plus rapidement possible.
- La transférabilité des cours à unités entre les institutions postsecondaires devrait être améliorée: si des progrès ont déjà été réalisés dans ce domaine, il reste encore beaucoup à faire. Quand les étudiants ont plus de facilité pour transférer des travaux et unités de cours entre les écoles, ils ont un plus grand choix de programmes et de carrières, et ils deviennent plus vite des travailleurs qualifiés prêts à entrer sur le marché de l'emploi.

La résolution du problème des pénuries de main-d'œuvre est complexe et ne peut être menée dans l'isolement par un agent unique, que ce soit le gouvernement, un établissement d'enseignement ou l'industrie. Il faudra un effort concerté des trois parties, plus de sensibilisation et d'information sur les pénuries de travailleurs, ainsi qu'une volonté de la part des gouvernements et des employeurs d'allouer les ressources nécessaires.

VIII. La diversification économique

Rapports clés:

- *Au-delà de nos frontières: Exportations de l'Ouest canadien sur le marché mondial (Beyond Our Borders)*
- *The Rural West: Diversity and Dilemma*
- *The Burgeoning Fringe: Western Canada's Rural Metro-Adjacent Areas*
- *Fighting the Odds: Rural Development Strategies for Western Canada*
- *Counting the Cost: Impact of the Rising Loonie on Western Commodity Exports*
- *Out of the Ashes: BC's Economy in 2004*
- *Strength in Diversity: Manitoba's Economic Prospects Into 2005*
- *A Soft Landing: Saskatchewan's Economic Profile and Forecast*
- *Balancing Act: Water Conservation and Economic Growth*

Un des points qui est revenu à maintes reprises lors de nos tournées dans l'Ouest, quand nous avons demandé aux habitants ce qui devrait être fait pour garantir la compétitivité de la région dans l'économie mondiale, était que l'Ouest canadien doit diversifier son économie. Une observation qu'ont faite également beaucoup de gens était que la diversification ne voulait pas forcément dire qu'on devait se lancer dans n'importe quel domaine, mais plutôt qu'on devait s'appuyer sur les forces économiques présentes et sur les avantages comparatifs. En fait, on percevait souvent la crainte que la recherche de la diversification ne nous mène pour ainsi dire en bateau et se termine par un gros fiasco économique aux frais des contribuables.

Bâtir sur les points forts qui existent actuellement peut se faire sous au moins quatre formes: 1) accroître la production à valeur ajoutée reliée au capital de ressources naturelles et à la production agricole; 2) fournir un appui aux industries qui sont bien implantées dans l'Ouest ou qui y ont une longue tradition de réussite; 3) améliorer les liens avec les clients étatsuniens; et 4) s'agrandir et améliorer les liens avec des marchés autres que les États-Unis.

Les deux premières modalités font appel à la diversification de nos produits tandis que les troisième et quatrième options font appel à une expansion de notre gamme de clients. Dans tous les cas, l'objectif est double: augmenter le rendement économique pour les gens de l'Ouest et diminuer le risque que crée une dépendance à l'égard d'un petit nombre de biens qui fluctuent ou de marchés instables.

En ce qui a trait aux États-Unis, l'opinion d'ensemble était que les retombées économiques associées au fait d'être les voisins de l'économie la plus vorace du monde sont innombrables et qu'il nous faut autant que possible entretenir cette relation et en tirer parti. Le sentiment toutefois est assez répandu qu'il existe des options lucratives dans d'autres régions du monde et qu'une expansion du commerce dans ces endroits réduirait notre dépendance à l'égard du marché étatsunien ainsi que les impacts négatifs des politiques protectionnistes des États-Unis. Si, sur le plan économique, ces derniers sont notre meilleur ami, cela n'exclut pas que nous en ayons d'autres.

Nous avons concentré nos travaux relatifs à la diversification économique sur trois volets: 1) l'Ouest rural; 2) l'importance de l'eau pour la croissance économique; et 3) l'information générale sur l'économie de l'Ouest qui pourrait servir à attirer l'attention sur la nécessité d'une diversification, des histoires de réussites et des approches possibles.

L'Ouest rural

Il ne fait pas de doute que certaines zones rurales de l'Ouest ont d'énormes défis à relever. La proportion de la population de l'Ouest dite rurale diminue depuis des décennies et nombre de résidents ruraux se réinstallent en marge des grandes villes de l'Ouest. Le revenu des résidents ruraux est relativement faible et certains secteurs de l'Ouest rural ont été sérieusement affectés par les changements économiques.

Mais en même temps, l'Ouest rural possède une solide base de ressources renouvelables et non renouvelables qui constitue le pivot de l'économie régionale, et certains secteurs ruraux ont connu de fortes croissances tant démographique qu'économique.

D'où cette conclusion majeure de nos travaux sur les questions rurales, à savoir que les décideurs devraient éviter de traiter toutes les régions de la même façon. Les défis et les possibilités auxquels font face les zones rurales voisines des grandes villes, le cœur de la campagne et les secteurs ruraux situés dans les parties septentrionales de l'Ouest sont tous très divers et ont donc besoin d'être abordés chacun sous un angle différent. Nos résultats nous donnent également à penser que les décideurs ne devraient pas chercher à s'attaquer aux inégalités ou aux différences existant entre zones urbaines et rurales, ou bien entre divers genres de secteurs ruraux, mais qu'ils devraient plutôt aider chacune des communautés à atteindre son plein potentiel. Il faudra, dans certains cas, admettre qu'on ne peut faire grand-chose pour aider une économie régionale qui est en déclin.

Parmi les principales conclusions de l'initiative sur l'Ouest rural, citons:

- Nombre de régions de l'Ouest canadien rural connaissent un déclin. Si des zones ont prospéré, surtout celles qui sont situées tout près des villes ou qui ont des attraits touristiques naturels, d'autres ont perdu beaucoup d'emplois en raison de la technologie de l'automatisation et de la baisse du prix des marchandises. Avec la disparition des emplois est venu l'exode des résidents, attirés ailleurs par des débouchés.
- Les retombées de ce déclin se font sentir d'un bout à l'autre des provinces de l'Ouest, et pas seulement dans les secteurs ruraux. Ce retard sur le plan de l'économie rurale affecte l'état de santé global de l'économie régionale, accroît les coûts de prestation des services publics, augmente le risque de dégradation des terres rurales et des ressources naturelles, réduit la qualité de vie pour un grand nombre de Canadiens de l'Ouest, et modifie la diversité du paysage social et politique.
- D'un bout à l'autre de l'Ouest, la population rurale a augmenté de 3 % au cours des 50 dernières années et de 1 % au cours des 20 dernières. Seule la Saskatchewan a connu une baisse absolue de sa population rurale.
- Dans l'Ouest du Canada, la croissance démographique urbaine a dépassé notablement la croissance rurale. Entre 1971 et 2001, la proportion de la population de l'Ouest qui vit en région rurale a diminué, passant de 29,7 % à 20,4 %.
- Les tendances actuelles dans la migration montrent que, d'un bout à l'autre de l'Ouest, toujours plus d'individus déménagent pour s'installer aux abords des villes. De 1981 à 2001, ces zones rurales voisines des grandes villes ont connu une croissance de 24 %.
- Il est difficile de faire des généralisations ou de porter des jugements trop hâtifs sur l'Ouest rural en tant qu'entité. Il n'existe pas de solution stratégique «taille unique» pour l'Ouest, et il se peut que cette question ne se résolve qu'une communauté à la fois.
- La démarcation entre l'Ouest urbain et l'Ouest rural s'estompe de plus en plus. Les habitants des régions rurales participent souvent à l'économie urbaine, et ceux des régions urbaines se mêlent de façon épisodique à la vie rurale de l'Ouest par le biais de leurs activités récréatives et professionnelles. Si nous vivons principalement dans une collectivité d'un seul type, soit rurale ou urbaine, peu d'entre nous y vivent exclusivement.
- L'existence d'un écart urbain-rural, voire entre diverses zones rurales, ne constitue pas un appel à l'aide aux gouvernements pour le réduire à tout prix. Il se peut que certains de ces écarts ne soient pas du ressort des politiques publiques, vu qu'ils sont un reflet d'une transformation continue des États industriels occidentaux, qui a débuté il y a plusieurs siècles.
- Il ne faut pas nécessairement confondre pressions économiques sur les communautés rurales avec difficultés économiques. Même si beaucoup de travaux d'élaboration des politiques voient dans les centres urbains les moteurs de la nouvelle économie axée sur le savoir, à bien des égards, les communautés rurales s'en sortent bien.
- Il ne sera pas facile d'empêcher les immigrants et les jeunes d'être attirés vers les villes à coups de politiques publiques. Il se peut que l'afflux d'immigrants internationaux dans l'Ouest rural par le biais de projets d'aménagement communautaire

ne réussisse pas à l'emporter sur l'attrait que représente la ville pour bien des immigrants venant d'un cadre urbain et sur la force des communautés ethniques dans les grands centres urbains de l'Ouest.

- L'Ouest rural est déjà considérablement diversifié; il faut que les stratégies de développement économique soient plus raffinées et fassent plus qu'attirer de nouvelles industries dans la région. L'Ouest rural n'a ni le capital humain ni l'infrastructure industrielle qu'il faut pour accueillir de nombreux types d'activités économiques, et la nouvelle orientation doit tenir compte de ces restrictions. Il existe peut-être des îlots de main-d'œuvre disponible immédiatement dans certaines régions rurales, mais il n'est pas réaliste de supposer qu'on peut brancher n'importe quel projet avec le même succès sur ce bassin de travailleurs.

Régions rurales voisines de régions métropolitaines (RM)

- Dans l'Ouest canadien, les régions rurales se sont transformées. Les citoyens déménagent à la campagne pour être en mesure d'apprécier la vie rurale dans l'Ouest. Parallèlement, les gens qui habitent la campagne se rapprochent des villes pour profiter de ce qu'elles offrent en termes d'économie et de style de vie, sans toutefois délaisser pour de bon leurs racines rurales. Il en a résulté une augmentation phénoménale de la population et des crises de croissance au sein des régions rurales péri-urbaines – ou régions rurales voisines de régions métropolitaines (RM) – de l'Ouest.
- Les régions rurales voisines de RM se distinguent de l'Ouest rural dans son ensemble. Si ce dernier, en tant qu'entité, connaît des difficultés économiques et une croissance démographique faible ou nulle, les régions rurales péri-urbaines sont florissantes. Par comparaison avec l'Ouest rural pris dans son ensemble, ces régions deviennent plus jeunes, plus orientées vers la vie familiale, avec des revenus provenant de diverses sources et une grande quantité d'emplois non agricoles.
- Cette transformation rurale a débouché sur plusieurs enjeux stratégiques, parmi lesquels: la perte de terres arables; des conflits entre les nouvelles formes et celles, plus traditionnelles, de la vie rurale; des problèmes au niveau de la prestation des services; des défis concernant le financement des infrastructures; une dégradation environnementale; des préoccupations quant à la disponibilité de l'eau; et la perception d'une perte d'influence politique pour la campagne.
- Une des difficultés stratégiques majeures auxquelles font face les gouvernements est de trouver comment répondre aux attentes et aux besoins d'une population d'ex-citadins, tout en tenant compte des préoccupations des résidents de longue date des zones rurales péri-urbaines. Les nouveaux venus habitent de plus grandes maisons, dont la valeur est plus élevée, et il se peut qu'ils s'attendent à avoir des services et des infrastructures nécessitant des travaux coûteux à long terme, alors que les résidents de longue date considèrent peut-être ces travaux comme superflus. Trouver un équilibre entre les styles de vie «urbain» et «rural» continuera d'être une source de conflits dans les régions rurales voisines de RM.
- Les régions rurales péri-urbaines, bien qu'elles correspondent à la plupart des définitions de «région rurale», forment une zone distincte et relativement prospère si on la compare au «cœur de la campagne» plus éloigné. Cela crée un obstacle majeur à l'élaboration de politiques rurales car les analyses de données ne font pas la différence entre les zones rurales voisines de RM – ou péri-urbaines – qui sont prospères et le cœur de la campagne qui l'est moins. L'inclusion des données démographiques des régions rurales péri-urbaines dans l'ensemble des données rurales masque la réalité du cœur de la campagne non voisin de RM dans l'Ouest – une région que bien des gens voudraient considérer comme le «véritable» Ouest rural. Ce qui fait ressortir la nécessité d'étudier le paysage démographique et social particulier au cœur de la campagne qui se situe loin des franges rurales péri-urbaines.
- Dans l'ensemble, si l'Ouest rural se porte bien aux abords des villes, il n'en est pas de même au cœur de la campagne et dans les régions rurales éloignées. La croissance de la population a amené un boom économique dans les régions rurales péri-urbaines, mais il se pourrait très bien que ce boom contribue à la dépopulation du cœur rural. Sur les plans économique, démographique et politique, les zones péri-urbaines sont en train de devenir plus associées aux noyaux urbains qu'au cœur des régions rurales.

L'eau et la croissance économique

À mesure qu'avancait le projet *Bâtir l'Ouest de demain*, l'importance de l'eau pour l'économie et la menace d'une pénurie qui viendrait saper le développement économique de l'Ouest sont apparues comme des thèmes récurrents. Étant donné l'importance de l'eau et de sa gestion efficace (politique comme environnementale) pour l'activité économique actuelle et pour les futures tentatives de diversification, la Canada West Foundation a lancé en 2004 son Initiative sur l'eau et la croissance économique, en vue de réaliser quatre objectifs connexes.

Nous voulions, tout d'abord, mettre en évidence le lien entre l'eau et l'économie – un lien qui n'est pas toujours bien compris. Nous avons insisté sur le fait que l'eau est un élément critique ayant une incidence sur l'activité économique d'aujourd'hui et de demain, et que les questions liées à l'eau vont beaucoup plus loin que les préoccupations concernant sa qualité et l'environnement. Il faut que les gens considèrent la question de l'eau au même titre que les autres sujets relevant de l'économie, tels que le commerce international, la formation professionnelle, la disponibilité de capital-risque, le taux de chômage, la croissance du PIB et le prix du pétrole. Nous arrivons à cette conclusion quand nous nous rendons compte qu'il est absolument vital pour la prospérité des Canadiens de l'Ouest de gérer les demandes en eau de sorte qu'il y en ait assez pour à la fois croître et maintenir un environnement sain. Si nous n'y arrivons pas, c'est toute notre qualité de vie qui sera compromise.

Le deuxième objectif, qui est greffé sur le premier, concerne la promotion de l'importance de la conservation de l'eau pour des raisons économiques. Les arguments en faveur de cette conservation pour des raisons écologiques sont solides et ont été évoqués ailleurs. Ils sont cependant le plus souvent éclipsés par les enjeux économiques. Le point sur lequel nous avons insisté durant tous nos travaux sur l'eau et la croissance économique est qu'il est indispensable de conserver l'eau pour répondre à la demande en eau de notre économie en expansion. Ceci est d'autant plus vrai que nous avons besoin d'eau pour tout, depuis la croissance urbaine et l'irrigation, jusqu'à l'exploitation des ressources naturelles et à l'industrie manufacturière, et que ces besoins se heurtent à la réalité de ressources hydriques limitées (et éventuellement en déclin). Aussi, pour soutenir notre croissance économique, il est à la fois logique et nécessaire de trouver des moyens d'accroître la conservation d'une ressource limitée. Ceci étant dit, on ne doit pas oublier les arguments écologiques, car c'est l'intégrité de nos écosystèmes qui amène l'eau à couler une année après l'autre.

Le troisième objectif est simple mais très important. Nous avons décidé au tout début que, vu le temps et les ressources limitées dont nous disposions, la meilleure façon d'atteindre les deux premiers objectifs était de réunir des intervenants clés pour discuter des enjeux, écouter ce qu'ont à dire des individus ayant différentes perspectives et priorités, et tirer parti de l'expérience de spécialistes. Une des facettes charnières de ce processus consistait à nous engager à inclure toute une gamme d'intérêts – en particulier ceux des utilisateurs d'eau – et à les faire tous converger vers une discussion sur les moyens de mieux gérer la demande en eau. Comme la Canada West Foundation est un organisme indépendant, apolitique et non gouvernemental n'ayant aucun intérêt direct que ce soit dans l'utilisation ou dans la conservation de l'eau, elle représentait l'hôte idéal pour réunir les divers intervenants en «terrain neutre». En conséquence, deux réunions productives ont eu lieu à Calgary et Edmonton à l'automne de 2004, regroupant 75 interlocuteurs qui ont discuté des besoins en eau pour l'économie et de la façon dont la conservation de l'eau cadre avec la situation.

Notre dernier objectif s'est réalisé avec la publication du document *Balancing Act: Water Conservation and Economic Growth* et nos activités d'information dans lesquelles elle s'insère, à savoir que nous voulions partager les résultats des consultations avec un vaste public.

Si les consultations se sont déroulées en Alberta et ont porté exclusivement sur la situation provinciale, les grandes conclusions et les recommandations qui en ont résulté ont une portée plus générale et sont utiles d'un bout à l'autre de l'Ouest et à travers le pays.

Parmi les grandes conclusions et recommandations issues de l'Initiative sur l'eau et la croissance économique, citons:

- Là où existe une pénurie d'eau, et sauf si on limite les nouveaux usagers ou que l'on ordonne aux industries et à la construction d'aller là où il y a suffisamment d'eau pour soutenir leurs activités, le défi est de changer la façon dont l'eau est

perçue et utilisée. Si nous n'y arrivons pas, nous devons faire face à d'importants coûts économiques et environnementaux. À cet égard, les options de conservation de l'eau telles que le recyclage, les technologies qui ménagent l'eau et la signalisation des prix représentent une approche sous-utilisée et prometteuse à sa gestion, qui pourrait bien aider des autorités telles que le gouvernement de l'Alberta à répondre à la demande en eau tout en aidant à préserver les bassins hydrographiques qui l'alimentent. La conservation de l'eau n'est pas une panacée, mais elle représente un moyen critique, qui pourrait s'avérer très efficace, de s'attaquer au problème né de la demande croissante pour une ressource limitée.

- Nombre de participants aux consultations sur l'eau ont vu la politique actuelle en Alberta comme décourageant une utilisation efficace de l'eau, gérant les besoins des écosystèmes de façon inadéquate, manquant d'innovation, et ne réussissant pas à intégrer les nouvelles connaissances scientifiques. D'autres lacunes ont aussi été cernées dans les politiques publiques, à savoir: une fragmentation perçue du processus décisionnel gouvernemental, des objectifs et programmes ministériels contradictoires ainsi qu'un manque de partenariats, de ressources, de volonté politique et de créativité au niveau du gouvernement.
- Les attitudes et perceptions d'une bonne part de la population ont été vues comme un obstacle à la promotion de la conservation de l'eau en Alberta. Plus précisément, le mythe de l'abondance, celui du droit à l'eau et la crainte que certaines pratiques de conservation de l'eau puissent avoir un effet nocif sur la santé ont limité la demande du public pour des changements. Dans l'ensemble, le manque de sensibilisation du public était perçu comme un handicap majeur. Il existe, chez les utilisateurs industriels et agricoles, la perception négative que la conservation de l'eau est synonyme de contrôle accru de la part du gouvernement. De plus, des préoccupations ont été exprimées vis-à-vis de la technologie, et les utilisateurs d'eau étaient d'avis qu'il restait encore beaucoup d'inconnu quant à la performance des technologies qui consomment moins d'eau.
- Il est difficile de prendre des décisions éclairées en l'absence de données et de renseignements sur l'approvisionnement total en eau souterraine et en eau de surface, de même que sur l'utilisation actuelle de l'eau par les divers secteurs. Le manque d'information sur la gestion de la demande, et le manque d'échange d'information sur les réussites technologiques et les leçons apprises par d'autres organismes ont également été signalés comme des obstacles à une meilleure conservation de l'eau.
- Parmi les autres obstacles mentionnés, citons l'accès limité aux ressources – en particulier la pénurie de capital humain au sein du gouvernement pour élaborer et mettre en œuvre une nouvelle politique des ressources en eau et le manque de moyens financiers pour appuyer des projets pilotes, tester des technologies et financer les travaux d'amélioration des installations –, ainsi que le manque d'incitatifs financiers pour encourager la conservation de l'eau.

Recommandations:

- Il est impératif de développer une vision de l'avenir qui précise les objectifs de développement économique et le rôle que joue la conservation de l'eau dans la réalisation de ces objectifs. Il a été recommandé que la province établisse une justification à la conservation de l'eau et en énonce clairement le but. Est-ce dans l'intérêt de l'écosystème, pour favoriser la croissance ou l'expansion économiques, ou les deux à la fois?
- Une réévaluation et une restructuration du cadre stratégique et des modèles de gouvernance ont été vus comme des étapes nécessaires à la promotion d'initiatives visant la conservation de l'eau. Les recommandations générales incluent la nécessité de créer une solution souple qui tienne compte des différences régionales relatives à l'eau et du besoin pour le gouvernement de rechercher des partenariats avec le public, avec des organisations à but non lucratif ainsi qu'avec tous les utilisateurs de l'eau, afin d'encourager les parties concernées à exprimer leurs idées sur une politique de conservation de l'eau. D'autres recommandations plus spécifiques ont été avancées, parmi lesquelles, le besoin d'établir des objectifs de conservation de l'eau au niveau du bassin hydrographique, de déterminer des objectifs de conservation fondés sur des prévisions et sur des analyses rétrospectives, et de mieux intégrer le processus décisionnel du gouvernement (en particulier l'aménagement des bassins hydrographiques).

- Il faut investir dans l'éducation sur la conservation de l'eau ainsi que dans sa promotion. Tous ceux qui utilisent l'eau (incluant le public) devraient avoir accès à de l'information actualisée et correcte sur les approvisionnements en eau. Il est nécessaire d'accroître la visibilité de l'enjeu et de favoriser davantage les changements de comportement à long terme de façon à provoquer une transformation fondamentale de la façon dont nous utilisons l'eau actuellement et de la valeur que nous lui attribuons.
- Il faut effectuer des recherches et mesures supplémentaires et en appliquer les résultats pour prendre des décisions proactives quant à une politique relative à l'eau. Plusieurs priorités de recherche ont été dégagées, dont l'une, impérative, concerne l'étude et l'évaluation des projets de conservation de l'eau utilisés par d'autres instances afin d'établir leurs possibilités d'application en Alberta. Selon les participants, des décisions éclairées reposent sur certaines activités cruciales: quantifier les approvisionnements en eau de surface et en eau souterraine de la province, mesurer les effets cumulatifs, déterminer les demandes sur l'écosystème et mesurer l'utilisation actuelle de l'eau.
- La province devrait voir à ce que le ministère albertain de l'Environnement ait les ressources qui lui permettraient d'élaborer des politiques et de mettre en œuvre les recommandations énoncées dans la stratégie L'Eau pour la vie. La province devrait investir dans des projets pilotes qui visent à illustrer les avantages économiques et environnementaux pouvant découler de technologies qui consomment moins d'eau.

L'économie de l'Ouest – Étude générale

L'une des premières étapes menant à une plus grande diversification dans l'Ouest consiste à mieux comprendre l'économie régionale, et ce, au sein même de la région comme au niveau national. Dans ce but, la Canada West Foundation a ajouté à son personnel un économiste en chef à temps plein en janvier 2004. Celui-ci a la responsabilité, entre autres, de produire des rapports macroéconomiques trimestriels actualisés relatifs à chacune des quatre provinces de l'Ouest (une province par trimestre), des rapports spéciaux sur l'économie de l'Ouest, des commentaires réguliers sur les enjeux économiques de l'Ouest, ainsi que d'élaborer des indicateurs économiques spécifiques à l'Ouest. Le premier de ces indicateurs, l'Index des perspectives d'emploi de l'Ouest, est en place et fonctionne depuis juin 2004. Le travail de l'économiste en chef de la Canada West Foundation se poursuivra à l'issue du projet *Bâtir l'Ouest de demain*, et constituera dans les années à venir un des grands volets de notre programme de recherche.

Les rapports réalisés jusqu'à présent par notre économiste en chef montrent que les économies provinciales, ainsi que le régime économique qu'elles constituent, marchent relativement bien. Cependant, les nombreux défis actuels et les nouveaux qui continuent à se présenter soulignent l'importance de ne pas dévier des cinq priorités dégagées dans *Bâtir l'Ouest de demain*.

IX. Les transports

Parmi les nombreux défis que doit relever le secteur des transports dans l'Ouest, citons: le fait qu'il est divisé en sous-secteurs (p. ex., transport ferroviaire, routier, aérien, par eau), le fait que le public et les décideurs sont peu sensibilisés à l'importance cruciale du transport pour l'économie et que tout le monde prend pour acquis que le transport va continuer de fonctionner de manière efficace pour toujours, et le fait qu'il y a peu de porte-parole en dehors de la sphère du transport pour en expliquer l'importance et les besoins. La Canada West Foundation a vu, dans ces trois défis, une occasion de réunir les intervenants des divers sous-secteurs, de sensibiliser le public à l'importance du transport pour l'économie de l'Ouest et d'exprimer, en tant qu'instance indépendante, les préoccupations des divers secteurs.

Preston Manning, membre émérite de la Canada West Foundation, a suggéré de mettre sur pied une grande conférence sur les transports dans l'Ouest du Canada intitulée *Bâtir le nouveau rêve*. C'est en ces termes que M. Manning décrivait son idée:

Il y a cent quarante ans, un petit groupe de gens se sont rencontrés près des rives du lac Ontario pour rêver du futur. À la fin de la réunion, un certain Macdonald a résumé leurs délibérations en ces termes: «Ainsi, nous unissons les colonies, nous achetons la Terre de Rupert à la Compagnie de la Baie d'Hudson, nous construisons une barrière douanière le long de la frontière avec les États-Unis, nous consolidons les liaisons ferroviaires vers Halifax et construisons une nouvelle

ligne de chemin de fer vers la Colombie-Britannique. Quand tout cela est fini, nous aurons construit un nouveau pays.» Plus d'un siècle après, l'auteur Pierre Berton a décrit cette entreprise comme «Le Rêve d'une nation». Elle s'articulait sur un projet de transport – un chemin de fer transcontinental qui faisait du vieil Ouest une partie du Canada et reliait le nouveau pays d'un océan à l'autre. En mars 2003, un groupe de Canadiens visionnaires vont se réunir à quelques rues de cette ligne ferroviaire pour rêver un nouveau rêve. Leur objectif sera d'esquisser le réseau de voies de communication – ferroviaires, aériennes, routières, maritimes, urbaines, pipelinières, transmission électrique et connexions intermodales –, réseau nécessaire pour relier l'Ouest de demain à lui-même, au reste du Canada, du continent et du monde pour des décennies à venir.

L'idée de M. Manning s'est concrétisée et la conférence *Building the New Dream: Linking the New West to the World* s'est tenue à Calgary les 6 et 7 mars 2003. Cet événement a réuni plusieurs visionnaires œuvrant dans l'ensemble du système de transports dans l'Ouest canadien. Les participants venaient du secteur ferroviaire, du secteur routier et du camionnage, de la navigation aérienne et portuaire, de la transmission de l'électricité, des pipelines et du transport urbain. L'objectif général de la conférence était d'attirer davantage l'attention sur les transports dans l'Ouest, et de bien faire comprendre l'importance de l'infrastructure de transports pour la prospérité tant régionale que nationale. Bien des préparatifs en vue de la conférence ont porté sur la création d'outils destinés à l'information dans la sphère publique et politique. Des mois avant la conférence, des groupes sectoriels ont commencé à créer des présentations graphiques.

Au cours des semaines qui ont suivi la conférence, Roger Gibbins, président de la CWF, Preston Manning, membre émérite, et Jason Azmier, analyste principal en matière de politiques ont tenu des petits déjeuners-réunions à Victoria, Vancouver, Edmonton, Saskatoon, Regina et Winnipeg dans le but de diffuser les messages de la conférence à un public plus vaste.

X. Les villes de l'Ouest

Les grandes villes de l'Ouest sont des sortes de noyaux économiques vers lesquels convergent main-d'œuvre qualifiée, activité économique et capital-risque, d'où sont distribués les biens et services et qui connectent la région au reste du monde. Si nos villes sont en mauvais état ou incapables d'offrir une bonne qualité de vie, leur efficacité en tant que noyaux économiques en souffre. D'où l'importance des enjeux urbains pour l'avenir économique de l'Ouest canadien.

Bien que les questions urbaines ne soient pas un thème central de recherche dans le cadre de *Bâtir l'Ouest de demain* – vu qu'elles sont couvertes dans notre projet en cours sur les villes de l'Ouest et dans le volet urbain de nos travaux sur le capital naturel –, il est intéressant de rappeler les grandes lignes sur le sujet dégagées dans ces projets:

- Malgré l'attention récente qu'ont reçue les questions urbaines, nous sommes encore très loin d'un plan d'action urbain global, axé sur l'avenir, où les engagements relatifs aux ressources, aux échéanciers et aux résultats seraient clairement définis.
- Les villes de l'Ouest doivent composer avec d'importants déficits et dettes d'infrastructure qui doivent être réglés et pour lesquels il faudrait poursuivre activement plusieurs options novatrices.
- Le pays a grand besoin d'un débat éclairé et qui génère de l'enthousiasme sur les options de modernisation de l'administration urbaine – système qui a été mis sur pied à une époque où la plupart des gens vivaient en région rurale.
- Les centres urbains abritent un grand nombre d'Autochtones et, par conséquent, les initiatives visant à améliorer les conditions sociales et économiques qui sont celles des Autochtones devraient avoir une importante dimension urbaine.
- Les grandes villes de l'Ouest et les zones qui leur sont voisines sont aux prises avec des problèmes environnementaux qui accompagnent les périodes de croissance démographique rapide et prolongée. La perte irréversible de terres agricoles à fort rendement, la destruction de bassins hydrographiques et d'habitats, la pénurie actuelle et potentielle d'eau, la pollution, le manque d'espaces verts et d'autres questions écologiques sont en train de faire régresser la qualité de vie des citoyens.

- De toute évidence, il faut étudier et expérimenter des solutions de rechange pour l'aménagement urbain afin de résoudre les problèmes liés à l'écologie, à la circulation et à la qualité de vie, et les villes de l'Ouest devraient devenir des leaders dans ce domaine.
- On sait que la culture et l'art urbains, de même que la qualité des lieux qui en résulte, ont un rapport avec la capacité d'un centre urbain d'attirer les travailleurs qualifiés, les dollars de l'industrie du tourisme ainsi que les investisseurs. Comme c'est le cas pour la performance environnementale et l'aménagement urbain, l'Ouest a l'occasion de s'améliorer dans ce domaine et de devenir un leader national et international.

D'autres renseignements sur le projet des villes de l'Ouest réalisé par la Canada West Foundation sont affichés sur notre site Web (www.cwf.ca).

XI. La coopération régionale

Rapports clés:

- *Convergence des intérêts: arguments en faveur de la coopération interprovinciale dans l'Ouest canadien (Common Ground)*
- *Un bon voisinage: tour d'horizon de la coopération interprovinciale dans l'Ouest canadien, de 1990 à 2002 (Good Neighbours)*
- *Apprendre ensemble: coopération interprovinciale en matière de politiques d'éducation (Learning Together)*
- *An (In)Auspicious Gathering: The Western Economic Opportunities Conference of 1973*
- *Ottawa and the West: Reflections on the Western Economic Opportunities Conference of 1973*

D'un point de vue économique, la coopération régionale paraît extrêmement logique et on a pu le voir dans les commentaires recueillis lors des consultations provinciales. Le message était on ne peut plus clair: en tant que vaste région à la population clairsemée, divisée en unités administratives, les habitants de l'Ouest doivent trouver des façons de travailler de concert s'ils espèrent être concurrentiels dans l'économie mondiale. Les avantages liés à la coopération sont trop importants pour qu'on laisse passer l'occasion en invoquant des intérêts provinciaux qui relèvent d'une étroitesse d'esprit. Ceci est particulièrement vrai alors que d'autres parties du monde profitent de leur vaste superficie ou de leurs programmes de coopération au détriment de l'Ouest.

Certains diront, toutefois, que les gens sont en faveur de la coopération parce que ça ne peut pas faire de mal. Comment peut-on, en principe, être contre la coopération? Mais cela dépasse le simple bon sens; une coopération bien pensée et bien exécutée entre quatre domaines de compétence relativement petits (du moins sur le plan démographique) tels que le sont les provinces de l'Ouest fera réaliser des économies tout en améliorant les services gouvernementaux et le fonctionnement d'activités comme les soins de santé et l'éducation financées par les deniers publics. Une région plus efficace, avec un grand marché commun favorisant de meilleurs résultats dans des secteurs économiques critiques tels que le développement du capital humain, le transport et la diversification, voilà ce que promet une plus grande coopération régionale.

Avant d'aller plus loin, il est important de s'arrêter sur deux points critiques. Tout d'abord, la coopération régionale ne sous-entend ni n'exige la disparition des provinces en tant qu'unités distinctes, avec leur propre culture politique et leurs préférences en matière de programmes d'action. Il reste énormément de latitude pour expérimenter avec les politiques, faire une saine concurrence interprovinciale et choisir des orientations différentes. Ce qu'exige la coopération est un engagement sincère à mettre de côté l'intérêt personnel à court terme pour faire place aux gains à long terme mettant les parties en cause en meilleure posture que si elles avaient agi séparément. Il ne faut pas faire appel à la coopération dans toutes les situations et elle ne marchera pas forcément chaque fois, mais elle ne devrait pas rester pour une province un vœu pieux, une chose à laquelle elle participe en marge, sans toucher au statu quo. La coopération, c'est véritablement une affaire de compromis, sans pour autant signifier la fin de l'autonomie des provinces. Un gouvernement provincial choisit de coopérer de son plein gré, et il ne devrait le faire que si cela profite à ses résidents.

En deuxième lieu, la coopération régionale étant si intéressante, pourquoi ne pas aller jusqu'au bout et rechercher une coopération nationale? Il y a deux raisons pour ne pas le faire: 1) dans un pays aussi vaste et diversifié que le Canada, et dans des secteurs de politiques publiques marqués par une extrême complexité, où nombre d'intérêts et de points de vue se font concurrence, il s'avère souvent impossible sur le plan pratique de poursuivre la coopération dans toutes les parties du pays; et 2), la coopération

régionale n'est pas obligatoirement un obstacle à des formes de coopération à un échelon supérieur – qu'il soit national ou international –, et elle pourrait même servir de point de départ. Il est par ailleurs intéressant de noter que les arguments en faveur d'une coopération parmi les quatre provinces de l'Ouest s'appliquent aussi à la coopération avec d'autres parties du pays et avec les États-Unis à un niveau infranational. Ainsi, des partenariats plus nombreux et plus intenses avec les États de l'Ouest américain méritent d'être étudiés.

Puisque les principes des économies d'échelle et des avantages comparatifs s'appliquent à la prestation des services gouvernementaux, la coopération régionale a le potentiel de générer de meilleurs services publics à moindre coût. Parmi les avantages découlant de la coopération, citons:

Les économies d'échelle et la spécialisation

La mise en commun des compétences et des ressources permet d'économiser de l'argent en évitant les chevauchements et en élargissant la clientèle pour les services publics. La coopération régionale offre l'échelle de production nécessaire pour faire concurrence aux plus gros participants, mais elle s'exécute sur une échelle assez petite pour qu'on puisse encore la gérer sur un plan pratique. En outre, unir ses efforts fait qu'il est plus facile de réaliser certaines choses, autrement impossibles ou pas pratiques à exécuter pour une seule province, vu le manque de masse critique en termes de ressources ou de population.

Quand les décisions relatives aux politiques sont prises en fonction d'une population régionale, il est également possible d'atteindre un plus haut niveau de spécialisation. En se concentrant sur un plus petit nombre de services et en les «échangeant» avec des partenaires régionaux, les gouvernements peuvent offrir à leurs citoyens des services de meilleure qualité tout en économisant de l'argent grâce aux gains d'efficacité dus à la spécialisation. Les occasions sont légion de créer des «centres d'excellence» dans les secteurs de politique tels que l'éducation et les soins de santé. À vrai dire, plus le prix des prestations de santé publique monte en flèche, moins on peut se permettre d'ignorer les réductions de coûts que promet la coopération régionale.

L'harmonisation

L'harmonisation dans des secteurs de politique – tels que le camionnage, les valeurs mobilières, la production d'électricité, l'octroi de permis, les normes, l'accréditation, l'étiquetage, la commercialisation à l'étranger et les marchés publics – épargne de l'argent, réduit la confusion tant au sein d'une région que chez les investisseurs externes, et accroît la performance économique. Ce qui, en retour, élargit l'assiette fiscale et permet d'assurer le maintien des services publics comme les soins de santé et l'éducation.

L'effet de débordement

La coopération dans les politiques régionales permet aussi aux gouvernements de s'attaquer aux questions relatives aux politiques publiques qui sont inévitablement régionales de par leur nature – p. ex., les enjeux qui débordent les frontières politiques tels que la gestion de l'eau, la sauvegarde de l'environnement et le transport. Sans coopération régionale, il est impossible d'exécuter des politiques publiques dans des régions transfrontalières.

Malgré quantité d'exemples de coopération entre deux provinces de l'Ouest ou plus, il y a encore énormément matière à amélioration dans ce domaine.

La coopération fédérale-provinciale – Conférence sur les perspectives économiques de l'Ouest

Il ne faut pas oublier que le Canada est une fédération et, si l'on peut accomplir beaucoup sur le plan interprovincial dans l'Ouest, il est logique d'envisager davantage de coopération entre les provinces de l'Ouest et Ottawa. Il y a tout simplement trop de sphères de chevauchement, d'intérêt mutuel et d'influence pour que l'Ouest essaie de fonctionner en vase clos, à l'écart du fédéral; ce que font les provinces affecte Ottawa et vice versa. Même dans les domaines de compétence provinciaux ou dans le cas de programmes décentralisés, la communication, l'entente mutuelle et la coordination restent des éléments critiques à de bonnes politiques publiques.

Afin de favoriser ces liens, la Canada West Foundation a tenu une conférence à Calgary en octobre 2003 pour marquer le 30^e anniversaire de la Conférence sur les perspectives économiques de l'Ouest (WEOC). Cet événement devait évaluer les résultats de la WEOC et étudier la future mission du gouvernement fédéral dans l'économie de l'Ouest canadien.

La WEOC a réuni le Premier ministre Trudeau et ses quatre homologues de l'Ouest de l'époque – Edward Schreyer du Manitoba, Allan Blakeney de la Saskatchewan, Peter Lougheed de l'Alberta et David Barrett de la Colombie-Britannique. Plus de 300 délégués participèrent à cet événement – le premier en son genre – qui se tint à Calgary. À l'issue de la conférence cependant, la WEOC laissa en général les gens sur leur faim. Elle n'avait pas traité de la question du mécontentement dans l'Ouest canadien et, qui plus est, elle l'avait sans doute exacerbé. La WEOC ne donna pas lieu à une nouvelle politique nationale qui favoriserait le développement et la diversification économiques dans l'Ouest du pays. Les rapports entre le gouvernement fédéral et ceux des provinces de l'Ouest en ressortirent peut-être encore plus tendus.

À bien d'autres égards cependant, la WEOC laissa une marque bien visible et plus positive sur le paysage politique de l'Ouest canadien. Elle mit la Colombie-Britannique en contact avec les provinces des Prairies, déboucha sur la création de la Conférence des premiers ministres de l'Ouest et contribua à favoriser une bonne dose de coopération interprovinciale. La WEOC signala aussi l'émergence du «Nouvel Ouest» sur la scène nationale, qui témoignait d'une confiance accrue sur le plan régional et d'une plus grande visibilité sur le plan national. Si la WEOC ne résolut pas beaucoup de problèmes, elle sensibilisa la nation tant au mécontentement régional qu'à l'apport potentiel de l'Ouest à l'économie nationale.

Abstraction faite des commentaires portant sur la WEOC, les participants à la conférence Ottawa et l'Ouest se sont penchés sur l'avenir de l'intervention fédérale dans l'économie régionale. S'ils ont reconnu que la sphère économique et celle d'intérêt public ont considérablement changé depuis 1973, l'importance du rôle fédéral, quant à elle, n'a pas diminué. De surcroît, bien des défis économiques sont restés les mêmes, toujours enchevêtrés dans les rapports en grande partie dysfonctionnels entre l'Ouest et le gouvernement fédéral.

Tout comme il ne faudrait pas mettre sur la touche les relations fédérales-provinciales lors des discussions concernant la coopération intergouvernementale, il faudrait mettre beaucoup plus à profit les occasions qui abondent aux niveaux provincial-municipal et inter-municipal.

Ce n'est certes pas chose facile, car il faut composer avec les conflits de personnalité, les intérêts acquis, les divergences de point de vue, la variabilité des priorités ainsi que le manque d'infrastructure. L'obstacle le plus important toutefois reste la volonté politique. Une coopération intergouvernementale qui ne soit pas un vœu pieux et ne se traduise pas par des initiatives embryonnaires doit devenir une priorité du sommet à la base, sinon elle restera tout au bas de l'échelle des politiques publiques, là où elle se situe actuellement.

Jeter des ponts

Preston Manning, membre émérite de la Canada West Foundation, a été le fer de lance d'une initiative apolitique visant à accroître la coordination régionale au sein de l'Ouest canadien et entre les diverses régions du pays. S'articulant autour du thème de la mise en place de ponts (la construction d'alliances stratégiques et d'activités conjointes menées de part et d'autre des frontières provinciales, dans les diverses régions du pays et de part et d'autre des frontières nationales, dans le but de cimenter des rapports économiques plus forts et plus positifs), cette initiative de la Canada West Foundation a donné lieu à des rencontres de groupes de réflexion à Saskatoon (le 17 mai 2004), Winnipeg (le 18 mai 2004), Vancouver (le 10 juin 2004) et Victoria (le 11 juin 2004). Des réunions supplémentaires sont planifiées dans d'autres régions en 2005.

XII. Recommandations relatives aux politiques publiques

Bien des choses ont besoin d'être accomplies dans les cinq domaines de priorité qu'a cernés le projet Bâtir l'Ouest de demain et nombre d'entre elles ne sont pas du ressort du gouvernement. C'est aux employeurs qu'il incombe de reconnaître la valeur des travailleurs formés à l'étranger et de prendre les mesures garantissant l'appui nécessaire aux nouveaux Canadiens pour qu'ils maximisent leur productivité. Les entreprises implantées dans l'Ouest doivent être à l'affût des possibilités de diversification économique et en assumer les risques. Les citoyens doivent militer pour de nouvelles formes d'aménagement urbain et transformer leurs villes en commençant par le micro-environnement du quartier pour passer aux niveaux supérieurs. Et la liste continue.

Les gouvernements toutefois peuvent et devraient réaliser bien des choses en apportant des changements aux politiques stratégiques – que ce soit par le biais d'une action directe ou par celui de politiques qui permettent aux individus, aux organismes

à but non lucratif et aux entreprises de faire ce qu'elle font le mieux. Cela exige, dans tous les cas, qu'on pense à plus long terme, qu'on utilise les deniers publics à bon escient et qu'on prenne le taureau par les cornes plutôt que d'attendre qu'il soit trop tard ou de s'attaquer sans grande conviction au problème.

S'inscrivant dans la ligne de pensée de *Bâtir l'Ouest de demain*, les recommandations suivantes s'adressent aux responsables des politiques publiques plutôt qu'à la communauté de l'Ouest canadien dans son ensemble. Si elles s'appuient sur les travaux réalisés sous les auspices du projet, ces recommandations ne sont pas une simple répétition de celles, plus spécifiques, énoncées en cours de projet, mais elles prennent du recul pour suggérer une série de mesures plus générales.

La coopération régionale

La performance de l'Ouest canadien dans quatre des cinq domaines de priorité cernés par le projet *Bâtir l'Ouest de demain* – soit le capital humain, la diversification économique, les villes et les transports –, peut s'améliorer par le biais du cinquième axe d'intervention prioritaire, c'est-à-dire la coopération régionale. Il y a en fait peu de secteurs du gouvernement, sinon aucun, qui ne peuvent bénéficier d'activités de coopération régionale bien conçues. Cela ne signifie pas que cette dernière est la réponse à tous les problèmes, mais plutôt qu'il faut regarder du côté des nombreuses possibilités de coopération encore inexploitées, ainsi que des bienfaits qui peuvent découler d'actions élaborées à l'échelle régionale – surtout dans le cadre de la concurrence dans l'économie mondiale.

C'est dans cet esprit que sont proposées les recommandations suivantes:

- Les quatre gouvernements provinciaux de l'Ouest devraient tenir une réunion historique au début de 2006, où seraient réunis les premiers ministres, les sous-ministres de tous les ministères et d'autres cadres supérieurs afin de discuter d'un plan directeur pour la coopération régionale, de le concevoir et d'y souscrire. Ce plan devrait contenir des objectifs clairs et pratiques qui mettront la région sur la voie d'une approche mieux coordonnée pour des volets majeurs tels que l'éducation postsecondaire et la formation professionnelle, les soins de santé, les transports, le développement économique, les marchés publics, l'immigration et les questions autochtones. C'est là une occasion pour l'Ouest de dépasser les formes élémentaires de coopération qui existent actuellement, d'admettre les bienfaits d'une coopération accrue et de commencer à en récolter les fruits pour apparaître comme un leader national et international. Les avantages éventuels sont évidents, la volonté populaire est là, et c'est le moment opportun pour l'Ouest canadien de planifier, d'agir et de se présenter en tant qu'unité cohérente qui est plus que la somme de ses composantes.
- En raison des nombreuses zones de chevauchement et du très fort impact qu'ont les politiques fédérales sur l'Ouest en général, il est vital qu'Ottawa et l'Ouest œuvrent de concert de façon beaucoup plus étroite qu'actuellement. Afin de favoriser l'entente mutuelle, de s'attaquer aux problèmes communs et d'accroître la coordination, nous recommandons que le gouvernement fédéral et ceux des quatre provinces de l'Ouest convoquent au plus tôt une grande conférence fédérale-provinciale. Cette assemblée pourrait prendre comme modèle la seule autre réunion de ce genre, soit la Conférence sur les perspectives économiques de l'Ouest de 1973. Une deuxième conférence serait, pour les Canadiens de l'Ouest, l'occasion de voir leur gouvernement national aborder, dans un débat libre, les sujets qui les préoccupent ainsi que les aspirations d'ordre régional. Elle renforcerait également la coopération interprovinciale au sein de l'Ouest et, si elle portait fruit, ferait sensiblement baisser le ton qui prévaut actuellement dans les relations fédérales-provinciales.
- Les gouvernements des quatre provinces de l'Ouest devraient envisager la création d'un organisme de gouvernance ayant le mandat et l'autorité de faire progresser la coopération quand les avantages en sont évidents. Cet organisme pourrait en outre servir à identifier et à favoriser les possibilités de coopération au niveau sous-régional dans les zones rurales, entre les centres urbains et avec les États-Unis.

Le capital humain

L'Ouest du Canada est doté d'un excellent système d'éducation postsecondaire qui inclut des universités et collèges réputés, ainsi qu'un vaste éventail de programmes axés sur la formation professionnelle. Mais cela ne suffit pas. Il nous faut faire encore mieux si nous voulons développer le capital humain nécessaire au maintien à long terme de la prospérité de la région. En plus

des nombreuses recommandations sur le capital humain autochtone, l'immigration et la formation professionnelle émises durant le projet *Bâtir l'Ouest de demain*, nous offrons les suggestions suivantes:

- Compte tenu du nombre et de la gamme considérables de programmes gouvernementaux reliés à la formation professionnelle qui sont exécutés actuellement dans l'Ouest, le gouvernement fédéral et ses homologues provinciaux et municipaux de l'Ouest (parallèlement aux commissions scolaires, aux établissements postsecondaires et aux secteurs des entreprises et des organismes à but non lucratif) devraient créer une approche de guichet unique à la formation professionnelle, afin que les Canadiens de l'Ouest puissent, individuellement et à partir d'un seul point d'entrée, examiner toutes les options et y avoir accès. Chacun devrait savoir exactement où aller et s'informer rapidement et facilement des options qui s'offrent et de la façon de les poursuivre. Cela exigera beaucoup de travail de la part des instances gouvernementales et d'autres organismes intervenant dans la formation professionnelle, tout comme la volonté de dépasser des pratiques rigides et des incertitudes en matière de responsabilité, afin d'instaurer un service de coordination axé sur l'individu plutôt que sur des priorités et pratiques administratives.
- Le formidable potentiel de capital humain inexploité constitué par les immigrants et les Autochtones, joint aux obstacles tenaces qui bloquent la réalisation de ce potentiel, laisse entendre qu'il faut trouver une nouvelle approche à ces deux domaines. Les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux devraient travailler de concert à améliorer les résultats des Autochtones sur les plans de l'éducation et du marché du travail; accroître l'immigration dans les zones qui en ont grand besoin; fournir plus de soutien aux nouveaux immigrants tant en termes de besoins sociaux que d'éducation, de formation professionnelle et d'expérience canadiennes; accroître la reconnaissance non seulement des diplômés étrangers, mais aussi de l'expérience acquise à l'étranger; et appuyer la recherche objective et les activités de communication qui expliquent les avantages en capital humain apportés par la population autochtone et les immigrants. Ce dernier point est particulièrement important alors que la discrimination reste un obstacle majeur pour les Autochtones comme pour les immigrants. Il n'est pas question de mettre la barre plus bas ou de vouloir régler tous les problèmes avec de l'argent; il s'agit de reconnaître, en toute honnêteté et sans réserves, ce qu'ont à offrir les individus et de les aider à surmonter les obstacles sociaux et systémiques afin qu'ils développent tout leur potentiel.
- Un obstacle de longue date à une politique publique plus efficace concernant les Autochtones est le vieux clivage de responsabilité quant aux affaires autochtones fondé sur l'emplacement géographique (c.-à-d., dans les réserves ou à l'extérieur). L'éducation, la formation professionnelle et l'emploi – sans mentionner le fait que la majorité de la population autochtone vit en zone rurale à l'extérieur des réserves ou en milieu urbain – ont souvent lieu en dehors du système des réserves. Il apparaît donc logique pour les gouvernements – fédéral, provinciaux et municipaux – de suivre une approche commune et coordonnée au capital humain autochtone et aux politiques connexes, approche qui établit des lignes de responsabilité très nettes et évite que les individus «tombent entre les mailles du filet», phénomène qui caractérise la politique actuelle.

Les transports

L'Ouest est l'exemple classique d'une zone où il est tout à fait logique d'avoir une optique régionale au système de transports. Le transit des individus et des produits dans l'Ouest et vers d'autres points du pays, du continent ou du globe implique une traversée des frontières provinciales. Le système de transports de l'Ouest est et doit être régional. Ainsi, l'Alberta peut dépenser des milliards pour ses routes mais se retrouver coincée par des problèmes au port de Vancouver. Une politique des transports fonctionne mieux quand il y a pour la soutenir une population et une assiette fiscale importantes, et quand les obstacles non intentionnels et inutiles relatifs aux domaines de compétence sont gardés au minimum. Malgré cela, les politiques régionales sur le transport dans l'Ouest sont plutôt l'exception que la norme.

- On recommande donc que les quatre provinces de l'Ouest élaborent un plan d'infrastructure de transports, y compris des mécanismes de financement conjoints et qu'ils créent une politique de transports régionale commune.

La diversification économique

Durant tout le projet *Bâtir l'Ouest de demain*, les habitants de l'Ouest ont insisté sur la nécessité de poursuivre la quête d'une diversification économique, tout en étant passablement sceptiques sur le «choix des gagnants» par le gouvernement, ou sur son appui à des «idées farfelues». En d'autres mots, le gouvernement a un rôle à jouer en cette matière, mais ce rôle ne devrait pas

faire intervenir des subventions qui iraient à des projets du secteur privé.

Les marchés internationaux n'ont pas en tête les intérêts à long terme de l'Ouest. Il sont peut-être satisfaits de prélever jusqu'aux dernières ressources de la région puis d'aller chercher ailleurs. Il peut être en outre difficile pour des intervenants locaux de prendre des mesures face à ces forces mondiales. Ce qu'il nous faut, c'est une stratégie à long terme qui s'appuie sur nos ressources naturelles (sans être indûment limitée par elles), et qui élargit le rôle au niveau local – sans, naturellement, enfreindre les grands principes économiques du libre-échange.

Il apparaît donc logique que les gouvernements de l'Ouest et le gouvernement fédéral évitent les erreurs relatives à la diversification économique du passé et recherchent des approches novatrices fondées sur les réussites et les forces actuelles de l'économie régionale plutôt que de les ignorer. Il apparaît également logique que les gouvernements concentrent leur attention sur la capacité entrepreneuriale qui existe dans l'Ouest plutôt que de chercher à diversifier l'économie par des actions gouvernementales.

- À cet égard, une option qui mérite que l'on s'y attarde est la création, dans l'Ouest canadien, d'un fonds de capital-risque destiné à la petite et moyenne entreprise. De cette façon, les gouvernements de l'Ouest – peut-être en coopération avec leur homologue fédéral – pourraient faciliter les activités du secteur privé et aider les entrepreneurs et les sociétés de l'Ouest à surmonter l'obstacle maintes fois cité du manque de capital-risque dans la région.
- Un autre champ d'action possible pour les gouvernements est l'augmentation de l'appui du secteur public à la recherche et au développement. Le gouvernement fédéral et ses homologues des quatre provinces de l'Ouest devraient, par conséquent, accroître leur soutien à la recherche, au développement et à la commercialisation.
- En ce qui concerne le rural, le message que nous avons entendu durant toute la durée du projet Bâtir l'Ouest de demain était que les gouvernements devraient prêter attention aux régions rurales sans pour autant les soutenir de façon artificielle. Si l'idée d'un laboratoire de pointe au fin fond d'une communauté rurale paraît absurde, alors il ne faut pas chercher à en installer un dans un effort désespéré pour aider les résidents de la localité. Une stratégie pour le renouvellement économique des régions rurales dans l'Ouest du Canada devrait plutôt comporter les éléments suivants: a) accepter que les transitions économiques amèneront dans certaines communautés un déclin en termes de prospérité ou de croissance économique; b) reconnaître que les régions rurales ne sont pas toutes les mêmes et que c'est une erreur de traiter toutes leurs économies de la même façon; c) se concentrer sur les avantages comparatifs des régions rurales et des activités économiques en cours; et d) inclure des étapes concrètes qui permettent de lier le capital naturel des régions rurales – tel que les terres agricoles, l'habitat, les bassins hydrographiques, l'air pur et les espaces récréatifs – aux ouvertures économiques à long terme.
- On recommande également que les gouvernements provinciaux et les municipalités tant urbaines que rurales de l'Ouest augmentent leurs efforts visant la mise sur pied de stratégies coordonnées pour le développement économique, stratégies qui reconnaissent, créent, prévoient et utilisent les liaisons entre communautés urbaines et communautés rurales.

Les villes de l'Ouest

En raison de notre projet en cours sur les villes de l'Ouest, leur importance économique pas n'a pas constitué un volet central de la deuxième phase de Bâtir l'Ouest de demain. Elle est cependant demeurée un thème sous-jacent et, bien vite, nous nous sommes aperçus qu'il fallait procéder à un réexamen d'envergure du rôle des administrations municipales au Canada. Notre système de gouvernement municipal a été conçu à une époque où la plupart des Canadiens vivaient dans des fermes situées dans les campagnes. La complexité des métropoles modernes d'aujourd'hui et la concentration de population qui y règne justifient la tenue d'un débat éclairé, où tous les points de vue seraient permis, sur la façon de réformer le système actuel.

- On recommande, par conséquent, que les provinces de l'Ouest prennent l'initiative en la matière, et, individuellement ou collectivement, procèdent à un examen majeur des relations provinciales-municipales, des rôles et responsabilités des administrations municipales, du financement des villes et des options novatrices visant le changement.

XIII. Que nous réserve le futur? Le projet L'Ouest À VENIR

On a dit que si Wayne Gretzky réussissait à marquer tant de buts, c'est parce qu'il était capable de patiner vers l'endroit où la rondelle allait arriver plutôt que vers là où elle se trouvait. Il en est de même dans la sphère de la politique publique – arriver à comprendre où s'en va le monde de façon que les politiques puissent déboucher sur des futurs positifs et, chaque fois que c'est possible, éviter les futurs négatifs. Le projet *L'Ouest À VENIR* combinera recherche, élaboration de scénarios et consultations publiques pour examiner à fond d'autres futurs possibles pour l'Ouest canadien, et élaborer les stratégies d'orientation qui seront le mieux capables de favoriser à la fois la prospérité économique et la qualité de vie.

Pour rester en accord avec la réalité, à savoir que l'Ouest de demain est et sera toujours un travail en cours, et s'inspirant des réussites et des leçons tirées du projet *Bâtir l'Ouest de demain*, la Canada West Foundation a lancé son projet de recherche, de consultation et de communication pluriannuel intitulé *L'Ouest À VENIR*.

Au cours des 15 prochaines années, les quatre provinces canadiennes des Prairies vont connaître de profondes transformations sur les plans économique, transgénérationnel et communautaire, changements qui, à leur tour, modifieront le paysage de la politique publique. *L'Ouest À VENIR* est un projet de recherche, de consultation et de communication qui sera mené sur trois ans (d'avril 2005 à mars 2008) et sera centré sur ces transformations, offrant ainsi une vision stratégique et des conseils aux Canadiens de l'Ouest, à leurs gouvernements et à leurs communautés. Il couvrira les quatre provinces de l'Ouest tout en respectant ce qui les distingue les unes des autres. *L'Ouest À VENIR* replacera la vie dans l'Ouest canadien au sein d'un contexte national, continental et véritablement mondial.

Trois vagues de transformations seront examinées dans le cadre du projet *L'Ouest À VENIR*:

1. *Les transformations économiques.* Le plus gros défi sur le plan économique que doivent relever les provinces de l'Ouest canadien sera de tirer parti des points forts actuels d'une économie fondée sur des ressources naturelles tout en s'adaptant aux nouvelles réalités économiques que constituent l'innovation, la mondialisation, les préoccupations relatives à l'environnement et à la sécurité, et la primauté du savoir.

2. *Les transformations dues aux changements de génération.* Au sein de l'Ouest, l'avènement des aînés va créer une richesse, un potentiel de bénévoles et des exigences en matière de services publics sans précédent. Au même moment, la génération montante de jeunes Canadiens de l'Ouest apportera un bagage bien différent de préoccupations économiques, d'aspirations professionnelles, de préférences de style de vie et d'identification avec leurs communautés provinciale, régionale et nationale. La création d'un cadre stratégique qui tienne compte des besoins, des intérêts et des aspirations de ces groupes situés aux deux extrêmes de la gamme des générations représente un défi de taille.


3. *Les transformations au niveau des collectivités.* C'est au sein des communautés d'un bout à l'autre des quatre provinces de l'Ouest que les changements économiques et ceux dus au cycle des générations vont se manifester. Ces collectivités feront face simultanément aux défis et possibilités découlant de l'urbanisation, de la viabilité des régions rurales, de l'immigration, d'une augmentation de la diversité sociale et d'une croissance démographique rapide des Autochtones, population qui ne bénéficie pas encore proportionnellement des avantages de l'économie régionale.

Le projet *L'Ouest À VENIR* repose sur les assises fournies par *Bâtir l'Ouest de demain*. À l'instar de ce dernier, *L'Ouest À VENIR* aura recours à des recherches et à des consultations afin d'éclairer l'élaboration des politiques pour le bénéfice à long terme de la prospérité économique et de la qualité de vie dans l'Ouest canadien. Des éléments des cinq priorités mentionnées dans *Bâtir l'Ouest de demain* – capital humain, diversification économique, villes, transports et coopération régionale – seront repris dans les transformations qui forment le grand thème de *L'Ouest À VENIR*. Ainsi, le nouveau projet approfondira le volet sur le capital humain de *Bâtir l'Ouest de demain* en mettant l'accent sur les transformations démographiques et le cycle des générations. Dans le même ordre d'idées, *L'Ouest À VENIR* approfondira le thème de la diversification économique en insistant sur les transformations économiques.

XIV. Conclusion

L'Ouest de demain semble promis à un brillant avenir. Si le projet *Bâtir l'Ouest de demain* révèle toutefois qu'il nous reste encore bien du travail à faire, tout n'est pas sombre car nous avons une base solide sur laquelle nous pouvons bâtir et nous avons déjà bien progressé. Mais nous sommes loin du niveau de développement du capital humain qui nous sera nécessaire pour rester concurrentiels, la diversification économique continue, dans bien des cas, d'être hors de portée, notre système de transports affiche des signes d'usure, nos villes ne sont pas aussi bien qu'elles pourraient et devraient l'être, et nous en sommes aux balbutiements en ce qui concerne la coopération régionale.

Les nombreuses recommandations mises de l'avant au cours du projet *Bâtir l'Ouest de demain* jointes au résumé des recommandations décrit dans ce rapport contribuent à nous montrer la voie, et notre projet *L'Ouest À VENIR* continuera de susciter l'information et les idées indispensables. Mais, même s'il est précieux, le travail de la Canada West Foundation est loin de suffire. Si nous voulons vraiment voir cette région qui est notre chez-nous prospérer et, à son tour, nous offrir, à nous et aux générations futures, la qualité de vie que nous savons possible, il doit se passer au moins deux choses: 1) nous devons nous retrousser les manches dans un effort collectif en tant qu'habitants de l'Ouest et voir à ce que le travail soit fait dans les cinq axes d'intervention prioritaires qu'a dégagés *Bâtir l'Ouest de demain*; et 2) les politiques gouvernementales doivent prévoir et faciliter les initiatives en ce sens. L'information et les recommandations sur les politiques issues de *Bâtir l'Ouest de demain* sont présentées en toute simplicité pour soutenir cette cause si importante.

Alors que de nouvelles perspectives et de nouveaux défis viennent transformer les quatre provinces de l'Ouest, notre préoccupation première doit être de trouver et d'utiliser les terrains d'entente indispensables pour que l'on puisse maximiser les ouvertures et relever les défis. Si nous persistons à tourner notre regard vers nous-mêmes et à suivre des politiques fragmentées, nous pourrions nous retrouver dépassés et incapables de rester en compétition avec d'autres parties du monde qui sont plus vastes, connaissent moins d'obstacles ou qui bénéficient déjà d'une coopération et d'une coordination régionales. S'il y a quelque chose que l'Ouest peut faire en grand, c'est bien de bâtir une région économique qui réunit les points forts des quatre provinces de l'Ouest et devient concurrent en tant qu'équipe sur la scène internationale. 

Annexe 1: Bailleurs de fonds du projet Bâtir l'Ouest de demain

Le projet Bâtir l'Ouest de demain a bénéficié d'un financement totalisant 2,655 millions de dollars, dont 34 % proviennent de la Kahanoff Foundation et 26 % de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada. Le reste du financement provient de sources diverses, parmi lesquelles:

Agriculture et Agroalimentaire Canada / Partenariat rural canadien / Initiative de développement rural
Air Canada
Alberta Agriculture, Food and Rural Development
Alberta Energy Company Ltd.
Alberta Real Estate Foundation
Alberta Transportation
ATCO Ltd.
Banque Canadienne de l'Ouest
British Columbia Hydro and Power Authority
British Columbia Ministry of Community, Aboriginal and Women's Services
British Columbia Ministry of Competition, Science and Enterprise
Bureau des affaires autochtones et du développement du Nord de l'Alberta
Bureau du Conseil privé
Burlington Resources
Calgary Airport Authority
Canadian Freightways
Cavendish Investing Ltd.
Commission canadienne du blé
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada
Conseil de l'innovation économique du Manitoba
Edco Financial Holdings Ltd.
Entreprises Bell Canada
Finances Saskatchewan
Fondation canadienne Donner

Fondation Max Bell
 Fondation RBC - Groupe financier Banque Royale
 Fondation Walter et Duncan Gordon
 Fondation Winnipeg
 Fraser River Port Authority
 George Westin Limited
 Hydro-Manitoba
 Kitac Enterprises Ltd.
 Lincoln-McKay Development Company Ltd.
 Manitoba Advanced Education and Training
 Marigold Foundation
 Ministère de l'Apprentissage de l'Alberta
 Northwest Corridor Development Corporation
 NOVA Chemicals Corporation
 PanCanadian Petroleum Limited
 Petro-Canada Inc.
 Pinder, Herbert C.
 Pinder, Richard
 Saskatchewan Government Relations and Aboriginal Affairs (Immigration Branch)
 Ressources humaines et Développement des compétences Canada
 Relations internationales et intergouvernementales de l'Alberta
 Ridley Terminals Inc.
 Saskatoon Trading Co. Ltd.
 SaskTel
 SC Infrastructure
 Suncor Energy Foundation
 Syncrude Canada Ltd.
 The Esper Foundation
 The Westaim Corporation
 Transports Canada
 Travail et Immigration Manitoba
 Trois fondations anonymes
 Vancouver International Airport Authority
 Ville de Winnipeg

Annexe 2: Personnel ayant œuvré au projet Bâtir l'Ouest de demain

Cadres supérieurs

Jason Azmier, Analyste principal des politiques
 Loleen Berdahl, Ph.D., Directrice de la recherche
 Roger Gibbins, Ph.D., Président et directeur général
 Todd Hirsch, Économiste en chef
 Susan McFarlane, Analyste principale des politiques
 Robert Roach, Directeur de la recherche
 Gary Slywchuk, Agent des communications
 Casey Vander Ploeg, Analyste principal des politiques
 Lori Zaremba, Directrice des finances et de l'administration

Analystes des politiques

Ben Brunnen
 Sara Doruch
 Calvin Hanselmann
 Vien Huynh
 Denis Wong

Personnel administratif

Darlene McBeth, Adjointe administrative
 Gladys Wonnick, Adjointe de direction

Stagiaires

Sherri Brown
 Sarah Dobson
 Ryan Doig
 Alan Ferrier
 Lisa Fox
 Carolyn Holbrow
 Lisa Lozanski
 Kristina Molin
 Erik Nilsen
 John Roslinski
 Sophie Sapergia
 Liam Stone

Chercheurs principaux associés

David Bond, Ph.D.
 Preston Manning

Annexe 3: Rapports publiés dans le cadre du projet Bâtir l'Ouest de demain

- State of the West: Western Canadian Demographic and Economic Trends, Robert Roach et Loleen Berdahl (avril 2001)
- Looking West 2001: A Survey of Western Canadians, Loleen Berdahl (juin 2001)
- Building the New West: A Framework for Regional Economic Prosperity (Bâtir l'Ouest de demain: Un plan pour la prospérité économique régionale), Roger Gibbins, Loleen Berdahl et Robert Roach (octobre 2001)
- Beyond Our Borders: Western Canadian Exports in the Global Market (Au-delà de nos frontières: Exportations de l'Ouest canadien sur le marché mondial), Robert Roach (mai 2002)
- Common Ground: The Case for Interprovincial Cooperation in Western Canada (Convergence des intérêts: arguments en faveur de la coopération provinciale dans l'Ouest canadien), Robert Roach (janvier 2003)
- Good Neighbours: An Inventory of Interprovincial Cooperation in Western Canada, 1990-2002 (Un bon voisinage: tour d'horizon de la coopération interprovinciale dans l'Ouest canadien, de 1990 à 2002), Lisa Fox et Robert Roach (janvier 2003)
- Learning Together: Interprovincial Cooperation in Education Policy (Apprendre ensemble: coopération interprovinciale en matière de politiques d'éducation), Lisa Fox (mars 2003)
- The Route to Prosperity: Transportation and the Western Canadian Economy, Susan McFarlane (mars 2003)
- Looking West 2003: A Survey of Western Canadians (Regard sur l'Ouest en 2003: Un sondage sur les Canadiens de l'Ouest), Loleen Berdahl (avril 2003)
- State of the West 2003: Western Canadian Demographic and Economic Trends (L'état de l'Ouest en 2003: tendances démographiques et économiques dans l'Ouest du Canada), Robert Roach (mai 2003)
- The Rural West: Diversity and Dilemma, Jason Azmier et Liam Stone (juin 2003)
- Achieving Potential: Towards Improved Labour Market Outcomes for Aboriginal People (Réaliser le potentiel: vers de meilleurs résultats sur le marché du travail pour les Autochtones), Ben Brunnen (septembre 2003)
- An (In)Auspicious Gathering: The Western Economic Opportunities Conference of 1973, Robert Roach (octobre 2003)
- Ottawa and the West: Reflections on the Western Economic Opportunities Conference of 1973, Roger Gibbins et Robert Roach (décembre 2003)
- Encouraging Success: Ensuring Aboriginal Youth Stay in School (Promouvoir la réussite: faire en sorte que les jeunes Autochtones restent à l'école), Ben Brunnen (décembre 2003)
- The Burgeoning Fringe: Western Canada's Rural Metro-Adjacent Areas, Jason Azmier et Sarah Dobson (décembre 2003)
- Working Towards Parity: Recommendations of the Aboriginal Human Capital Strategies Initiative (Vers la parité: Recommandations issues de l'Initiative pour des stratégies visant le capital humain autochtone), Ben Brunnen (février 2004)
- Counting the Cost: Impact of the Rising Loonie on Western Commodity Exports, Todd Hirsch (février 2004)
- Regional Distinctions: An Analysis of the Looking West 2004 Survey (Distinctions régionales: Analyse du sondage Regard sur l'Ouest 2004), Loleen Berdahl (mars 2004)
- Fighting the Odds: Rural Development Strategies for Western Canada, Jason Azmier et Lisa Lozanski (mars 2004)
- Increasing Western Canadian Immigration, Jason Azmier, Vien Huynh et Kristina Molin (mai 2004)
- Willing and Able: The Problem of Skills Shortages in Western Canada, Todd Hirsch, Ben Brunnen et Kristina Molin (mai 2004)
- Western Directions: An Analysis of the Looking West 2004 Survey (Orientations des enjeux stratégiques dans l'Ouest: Analyse du sondage Regard sur l'Ouest 2004), Loleen Berdahl (mai 2004)
- Closer to Home: Provincial Immigration Policy in Western Canada, Vien Huynh (juin 2004)
- Out of the Ashes: BC's Economy in 2004, Todd Hirsch (juillet 2004)
- Strength in Diversity: Manitoba's Economic Prospects Into 2005, Todd Hirsch (octobre 2004)
- Tools of the Trade: An Inventory of Education and Skills Development Programs in Western Canada, Ben Brunnen (novembre 2004)
- Toward a Bright Future: Recommendations for Addressing Skills Shortages in Western Canada, Todd Hirsch (janvier 2005)
- A Soft Landing: Saskatchewan's Economic Profile and Forecast, Todd Hirsch (janvier 2005)
- Balancing Act: Water Conservation and Economic Growth, Karen Wilkie (janvier 2005)
- Improving Immigration: A Policy Approach for Western Canada, Jason Azmier (mars 2005)
- Under Construction: Western Canada and the Global Economy (En construction: l'Ouest canadien et l'économie mondiale), Robert Roach (mars 2005)

Bulletins d'information Western Landscapes:

- Printemps 2001: The Demographic Divide: Population Growth in Western Canada
- Hiver 2002: Taken for Granted: The Critical Importance of Freight Transportation to Western Canada's Economy
- Été 2002: Too Many Eggs in One Basket: Diversifying Export Markets Key to Western Canada's Long-Term Prosperity
- Automne 2002: A Unique Relationship: Western Canada and the United States
- Hiver 2003: Connecting the West to the World: The Critical Importance of Transportation Infrastructure

Annexe 4: Conseillers du projet Bâtir l'Ouest de demain

Groupe de travail du projet Bâtir l'Ouest de demain

- Raymond Blake (Saskatchewan Institute of Public Policy)
- Jim Carr (Business Council of Manitoba)
- Brent Cotter (Saskatchewan Intergovernmental and Aboriginal Affairs)
- John Courtney (University of Saskatchewan)
- Jim Edwards (Université de l'Alberta)
- Jim Eldridge (Conseil exécutif du Manitoba)
- David Elton (Fondation Max Bell)
- Herb Emery (Université de Calgary)
- Patrick Fafard (Bureau du Conseil privé)
- Jock Finlayson (Business Council of British Columbia)
- Don Haney (Secrétariat des relations intergouvernementales de Colombie-Britannique)
- Wayne Helgason (Conseil de planification sociale de Winnipeg)
- Roslyn Kunin (Roslyn Kunin and Associates Inc.)
- Peter Meekison (Université de l'Alberta)

Dennis Mulvihill (RBC Dominion Valeurs mobilières)
 Barry Prentice (Transport Institute, Université du Manitoba)
 Brant Popp (Diversification de l'économie de l'Ouest)
 Bruce Tait (Affaires internationales et intergouvernementales de l'Alberta)

Initiative de l'Ouest rural

Peter Apedaile (Université de l'Alberta)
 Ray Bollman (Statistique Canada)
 Greg Halseth (University of Northern British Columbia)
 Richard Rounds (Université Brandon)
 Candice Vanin (Agriculture et Agroalimentaire Canada)
 Glen Werner (Alberta Agriculture, Food and Rural Development)

Comité consultatif de l'initiative pour des stratégies visant le capital humain autochtone

Paul Bercier (Ralliement national des Métis)
 Jim Carr (Business Council of Manitoba)
 Tara Gilbert (Aboriginal Community Career Employment Services Society)
 Wayne Helgason (Conseil de planification sociale de Winnipeg)
 Roberta Hewson (Partenaires pour des carrières)
 Eric Howe (University of Saskatchewan)
 Carlos James (Manitoba Advanced Education and Training)
 John Kozij (Développement des ressources humaines Canada)
 Gerry Kushlyk (Alberta Aboriginal and Northern Development)
 Kelly Lendsay (Conseil canadien de développement des ressources humaines autochtones)
 Allan MacDonald (Bureau du Conseil privé)
 Ray McKay (Kitsaki Management Partnership Ltd.)
 Bill McLaughlin (Northlands College)
 Lisa Nye (BC Community, Aboriginal and Women's Services)
 John Richards (Simon Fraser University)
 Noel Starblanket (Assemblée des Premières Nations)
 Ian Taylor (Congrès des Peuples Autochtones)

Comité consultatif de l'initiative sur l'immigration et l'Ouest canadien

Baha Abu-Laben (Centre d'excellence des Prairies pour la recherche en immigration et en intégration)
 Deborah Barkman (Gouvernement du Manitoba)
 Fariborz Birjandian (Calgary Catholic Immigration Society)
 Tom Denton (Conseil canadien pour les réfugiés)
 Don DeVoretz (Université Simon Fraser)
 Darcy Dietrich (Regina Open Door Society)
 Herb Emery (Université de Calgary)
 Carolyn Fewkes (Gouvernement de l'Alberta)
 Eric Johansen (Gouvernement de la Saskatchewan)
 Rob Vineberg (Gouvernement du Canada)
 Patricia Woroch (Immigrant Services Society of BC)
 Deb Zehr (Gouvernement de la Colombie-Britannique)

Suggestions supplémentaires provenant de:

Alberta Economic Development
 Marci Bearance (Gouvernement de la Colombie-Britannique)
 Susan Birley (Gouvernement de la Saskatchewan)
 Citoyenneté et Immigration Canada (Région des Prairies et des Territoires du Nord-Ouest)
 Lisa Cormode (L. Cormode & Associates Research Services/University of Emmanuel College)
 Joe Kenney (Gouvernement de la Colombie-Britannique)

Comité consultatif de l'initiative Comblent les lacunes

Ron Bernard (Standard Aero)
 Katy Bindon (Okanagan University College)
 Neil Bouwer (secrétariat des politiques sur l'apprentissage, Ressources humaines et Développement des compétences Canada)
 Jim Edwards (Université de l'Alberta)
 Mobinul Huq (University of Saskatchewan)
 George Ivany (Membre du Conseil de la Canada West Foundation)
 Ray Jeffery (Finning Canada)
 Cheryl Knight (Conseil canadien des ressources humaines de l'industrie du pétrole)
 Roslyn Kunin (Roslyn Kunin and Associates Inc.)
 Wayne McElree (Saskatchewan Learning)
 Elaine Phillips (Manitoba Advanced Education)
 Greg Rudolf (Ministère de l'Apprentissage de l'Alberta)
 Sam Shaw (NAIT)
 Patrick Smith (Université Simon Fraser)
 Anne Tingle (Membre du Conseil de la Canada West Foundation)

Comité consultatif de L'eau et la croissance économique

Mark Bennett (Bow River Basin Council)
 Oliver Brandes (Université de Victoria)
 Diana Cartwright (Environnement Canada)
 David Hill (Alberta Irrigation Projects Association)
 David Kiely (Agriculture et Agroalimentaire Canada, ARAP)
 Michael Meagher (Ville de Calgary)
 Alan Stuart (Chambre de commerce de Calgary, Commission d'étude sur l'utilisation de l'eau)
 Darrell Toma (Chambres de commerce de l'Alberta)
 Herb Wiebe (Alberta Chamber of Resources)
 Sharon Willianen (North Saskatchewan Watershed Alliance)
 Barry Worbets (Canada West Foundation)

Comité consultatif de Bâtir le nouveau rêve

David K. Gardiner (WESTAC)
 Christopher W. Lorenc (Western Canada Roadbuilders and Heavy Construction Association)
 Sandy Mielitz (CN Rail, retraité)
 Carl Negggers (Administration du rétablissement agricole des Prairies)
 Barry Prentice (Transport Institute, Université du Manitoba)
 Roderick R. Thompson (Alberta Transportation)
 Peter C. Wallis (The Van Horne Institute)

Chefs du groupe sectoriel chargé de Bâtir le nouveau rêve

Claude Mongeau (CN Rail)
 Marcella Szel (Canadien Pacifique Ltée)
 Allan Robison (Reimer Express Ltée)
 Doug Siemens (Kindersley Transport Ltd.)
 Rick Bryant (Chamber of Shipping of BC)
 David Farlinger (Energy Consultants International Inc.)
 Bob Hill (Association Canadienne des Pipelines de Ressources Énergétiques)
 Dr. Mike Tretheway (InterVISTAS Consulting Inc.)
 Patricia Jacobsen (Greater Vancouver Transportation Authority)

Annexe 5: Communications avec les médias en 2004 liées à Bâtir l'Ouest de demain

Afin d'illustrer les initiatives de communication concernant le projet Bâtir l'Ouest de demain, nous énumérons ci-dessous les expositions principales dans la presse écrite, la publication de notre bulletin électronique et les téléchargements effectués à partir de notre site Web, pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2004.

Quarante-quatre articles écrits par le personnel de la Canada West Foundation ont été publiés (en tant qu'articles voisins de la page éditoriale) dans les grands journaux suivants (sans compter les hebdomadaires ou d'autres publications difficiles à retracer).

Alberni Valley Times	Calgary Herald	Calgary Sun
Cariboo Press	Coquitlam Now	Globe and Mail
Guelph Mercury	National Post	North Bay Nugget
Northern Daily News (Kirkland Lake, ON)	Regina Leader Post	Saskatoon Star Phoenix
Sudbury Star	Summerside Journal Pioneer	Toronto Star
Vancouver Island News Group	Vancouver Province	Vancouver Sun
Victoria Times Colonist	Windsor Star	Winnipeg Free Press

Si l'on tient compte des hebdomadaires et de la diffusion sur les ondes, la Canada West Foundation a été mentionnée en moyenne un peu plus d'une fois par jour dans les médias. Parmi les journaux qui ont publié un article sur le projet Bâtir l'Ouest de demain, citons :

Alaska Highway News	Alberni Valley Times	Alberta Views
Barrie Examiner	Brockville Recorder and Times	Calgary Herald
Calgary Sun	Canadian Commerce and Industry	Cape Breton Post
Cariboo Press	Chatham Daily News	Coquitlam Now
Daily Bulletin (Kimberley)	Daily Courier (Kelowna)	Daily Herald (Prince Albert)
Daily Miner and News	Daily News (Kamloops)	Daily News (Nanaimo)
Daily Townsman (Cranbrook)	Edmonton Journal	Edmonton Sun
Fast Forward Weekly (Calgary)	Fort McMurray Today	Globe and Mail
Guardian (Charlottetown)	Guelph Mercury	Halifax Daily News
Iricana Rocky View Five Village	Journal Pioneer (Summerside)	Meridian Booster
Montreal Gazette	National Post	North Bay Nugget
Northern News (Kirkland Lake)	Packet and Times (Orillia)	Peace River Block Daily News
Penticton Herald	Peterborough Examiner	Portage La Prairie

Record (Kitchener/Waterloo)
Saskatoon StarPhoenix
Stratford Beacon-Herald
Toronto Star
Tribune (Welland)
Vancouver Sun
Windsor Star
Woodstock Sentinel Review

Regina Leader-Post
Sault Star
Sudbury Star
Toronto Sun
Vancouver Island News Group
Victoria Times-Colonist
Winnipeg Free Press

Review (Niagara Falls)
Standard (St. Catharines)
Telegraph (St. John's)
Trail Daily Times
Vancouver Province
Western Producer
Winnipeg Sun

La Canada West Foundation envoie régulièrement des bulletins électroniques à ses abonnés. En 2004, 48 bulletins concernant le projet Bâtir l'Ouest de demain ont été envoyés à 3185 abonnés. Le tableau suivant montre la distribution géographique et sectorielle des abonnés.

Province / Région	% du total
C.-B.	17,9 %
Alberta	41,8 %
Saskatchewan	15,7 %
Manitoba	11,6 %
Ontario	9,4 %
Québec	1,2 %
Atlantique	0,8 %
Nord	0,3 %
Hors du Canada	0,8 %
Non identifiée	0,6 %

Secteur	% du total
Médias	44,3 %
Gouvernement	21,8 %
Secteur à but non lucratif	3,9 %
Autres	30,0 %

Publication liée au projet Bâtir l'Ouest de demain (2004)	Nombre de téléchargements à partir du site Web de la Canada West Foundation
Working Towards Parity: Recommendations of the Aboriginal Human Capital Strategies Initiative (Vers la parité: Recommandations Issues de l'Initiative pour des stratégies visant le capital humain autochtone)	686
Counting the Cost: Impact of the Rising Loonie on Western Commodity Exports	137
Regional Distinctions: An Analysis of the Looking West 2004 Survey (Distinctions régionales: Analyse du sondage Regard sur l'Ouest 2004)	809
Fighting the Odds: Rural Development Strategies for Western Canada	705
Increasing Western Canadian Immigration	436
Willing and Able: The Problem of Skills Shortages in Western Canada	564
Western Directions: An Analysis of the Looking West 2004 Survey (Orientations des enjeux stratégiques dans l'Ouest: Analyse du sondage Regard sur l'Ouest 2004)	720
Closer to Home: Provincial Immigration Policy in Western Canada	493
Out of the Ashes: BC's Economy in 2004	391
Strength in Diversity: Manitoba's Economic Prospects Into 2005	213
Tools of the Trade: An Inventory of Education and Skills Development Programs in Western Canada	538



900 - 1202 Centre Street SE
Calgary (Alberta) Canada T2G 5A5
Téléphone: 403.264.9535

www.cwf.ca